

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

8^e Année

Volume 8 - N^{os} 8 - 10

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Nouvelles perspectives

M. PABLO. — La guerre de Corée

JAMES P. CANNON

Lettre au Président des Etats-Unis
sur la guerre de Corée

P. FRANK. — Enseignements de la révolution
yougoslave

L'U.R.S.S., les guerres et le prolétariat
révolutionnaire,

par LÉON TROTSKY

C. HANLEY. — La question nègre aux Etats-Unis

*Et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

AOÛT-OCTOBRE 1950

(paraissant tous les 2 mois)



SOMMAIRE

EDITORIAL

Nouvelles perspectives	1
------------------------------	---

NOTES EDITORIALES

Le réarmement de la classe ouvrière allemande	3
La nouvelle montée ouvrière en Belgique	5
La « Campagne de Paix » des partis staliniens	7
Trois Conférences en Grande-Bretagne	8

Aidons les ouvriers et paysans yougoslaves! (Appel du Secrétariat international de la IV ^e Internationale)	10
--	----

Les hommes qui ont forgé notre Internationale : Marcel HIC ..	11
--	----

James P. CANNON. — Lettre au Président aux membres du Congrès des Etats-Unis	13
---	----

Michel PABLO. — La guerre de Corée et la politique du prolétariat révolutionnaire	15
--	----

Pierre FRANK. — Quelques enseignements de la révolution yougoslave	23
---	----

LEON TROTSKY. — L'U.R.S.S., les guerres et le prolétariat révolutionnaire	32
--	----

Chronique américaine :

Charles HANLEY. — La question nègre	37
--	----

Chronique yougoslave	39
----------------------------	----

Les livres :

<i>Où va le peuple américain</i> , par D. Guérin	41
--	----

<i>L'Histoire de la Révolution russe</i> , par L. Trotsky	42
---	----

<i>Quelques aspects de la critique et de l'autocritique en U.R.S.S.</i> , par M. Bace	42
---	----

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale	44
---	----

Note de l'administration	48
--------------------------------	----

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

Nouvelles perspectives

La guerre de Corée a accéléré une série de développements qui ne se trouvaient qu'esquissés antérieurement. A la lumière des événements de Corée, le camp impérialiste de la « communauté atlantique » dirigé par Washington réalise d'une façon aiguë, pour la première fois depuis le début de la « guerre froide », la disproportion inquiétante entre ses forces militaires immédiatement disponibles et celles de la coalition soviétique et se décide à orienter l'essentiel de son activité économique vers une économie des armements. Il le fait d'autant plus résolument qu'avant cette orientation le spectre de la surproduction menaçait nombre de pays capitalistes, la crise se faisant sentir chaque jour davantage. Le vaste programme d'armements entrepris à présent par la « communauté atlantique » renferme la possibilité de maintenir et même d'élargir l'activité économique actuelle. D'autre part on espère arriver, sous la pression des nécessités militaires et de la « défense commune de l'Occident », à un ersatz d'« unification de l'Europe » qui a échoué jusqu'à présent sur les récifs des antagonismes inter-impérialistes.

Enfin le problème toujours pendant de l'intégration totale de l'Allemagne dans la « défense de l'Occident », du Japon dans la « défense de l'Extrême-Orient » se trouve de lui-même résolu, malgré la résistance toute formelle sur le premier point de l'impérialisme français.

En apparence du moins le front unique impérialiste a reçu, à la suite de l'affaire coréenne, une impétueuse impulsion en vue de se consolider et s'étendre.

Cependant les difficultés de l'entreprise restent réelles, car elles sont fondamentales. Chaque bourgeoisie « atlantique » a sa propre façon

de concevoir sa contribution au programme d'armements, en correspondance avec ses propres intérêts. L'Angleterre par exemple voudrait bien se débarrasser de la concurrence de plus en plus gênante de l'Allemagne en transformant la Ruhr en fabrique d'armements, tandis que sa propre industrie « de paix » poursuivrait la conquête des marchés disponibles. Mais les industriels allemands hésiteront à adopter le même point de vue aussi longtemps que l'U.R.S.S. leur fait miroiter la possibilité de travailler pacifiquement pour les immenses marchés européens et asiatiques (Chine) qui sont dans son orbite. La bourgeoisie française d'autre part, partant perdu dans tout jeu réglé par la libre concurrence voudrait bien remplacer celle-ci par un accord de distribution « équitable » entre tous les membres de la « communauté atlantique » des matières premières, des marchés et des charges financières. Sur tous enfin plane la peur de l'impérialisme américain, redoutable « protecteur » des intérêts communs de la bourgeoisie mondiale. Washington acceptera-t-il de fournir l'argent et les matières premières nécessaires à la fabrication des armements *par l'industrie propre de chaque pays* ou fournira-t-il les armements eux-mêmes « made in U.S.A. » ?

La nouvelle orientation de l'économie capitaliste essentiellement vers l'économie des armements visant à surmonter la crise de surproduction dans l'immédiat et, au moyen de la guerre, à surmonter passagèrement dans un avenir plus lointain la crise profonde du régime capitaliste, en récupérant les vastes marchés européens et asiatiques qui sont dans l'orbite soviétique, cette orientation ne peut se réaliser qu'au détriment du niveau de vie des masses déjà profondément atteint. Le slogan « des canons et du pain », dans lequel il n'est déjà plus question de beurre, sacrifiera aussi la portion actuelle de pain. Car l'Europe appauvrie est incapable de supporter un fardeau aussi lourd que celui des armements exigés par Washington et financés principalement par les efforts de chaque pays européen. La France dont l'équilibre précaire sera le premier atteint a déjà fait remarquer à Washington, avec tout le respect qui convient, les risques de l'entreprise.

Seuls des régimes dictatoriaux ou carrément fascistes pourront remplir la mission de mener de pair un vaste programme d'armements et la sauvegarde de la « paix sociale » en brisant par la force brutale la résistance inévitable des masses.

Mais comment instaurer de tels régimes en présence d'un mouvement de masses qui n'a encore rien perdu d'essentiel dans sa capacité de lutte ?

La nouvelle orientation de l'économie capitaliste comporte deux conséquences qui influenceront sur la dynamique du mouvement ouvrier dans l'avenir immédiat : le danger d'un chômage amplifié se trouvera écarté, seul le chômage technologique, conséquence de la rationalisation inévitable des entreprises, prendra une certaine extension; la course à

l'inflation et à la hausse du coût de la vie, déjà engagée, s'engagera pour de bon.

La résultante de ces deux phénomènes sera un dynamisme accru du mouvement ouvrier, la masse des travailleurs étant employée mais dans des conditions en constante détérioration par suite de l'inflation. D'où la perspective de nouvelles grandes luttes en Europe occidentale et une radicalisation générale de couches importantes de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, appelée elle aussi à payer sa part au programme de « défense ».

Dans ces conditions, les partis réformistes déjà au pouvoir auront de la peine à s'y maintenir et à s'associer complètement au programme de la bourgeoisie sans risquer de perdre leur base au profit des partis staliniens. On peut prévoir une certaine radicalisation des partis social-démocrates sous la pression des masses (à l'exemple de la Belgique), et une certaine opposition de leur part au programme de la bourgeoisie. *Il en résulte que la politique de front unique avec ces partis se trouvera renforcée et le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan pourra être relancé en direction des partis socialistes et communistes simultanément.*

C'est dans le cadre de cette perspective et de cette politique de front unique que pourra aussi être posée la question des Etats-Unis socialistes d'Europe au moyen d'une formule de transition : *élaboration d'une planification économique de l'Europe par un Congrès de toutes les organisations syndicales et politiques ouvrières, planification exécutée par des gouvernements ouvriers et paysans, sous contrôle ouvrier.*

Le réarmement de la classe ouvrière allemande

Nulle part en Europe la crise du stalinisme a pris des dimensions telles que celles qui la caractérisent en Allemagne occidentale. Toute une génération de militants, qui ont été fidèles à l'appareil à travers douze années de prisons ou de clandestinité, vient d'être éliminée du K.P.D. au cours de l'année passée pour n'avoir pas accepté avec enthousiasme ni l'annexion des provinces orientales par l'U.R.S.S. et la Pologne, ni la politique dite du « Front National », c'est-à-dire de la main tendue aux militaristes, aux nazis et aux grands bourgeois dans une « lutte contre les impérialistes anglo-américains ».

Jusqu'à maintenant, en dehors de la Yougoslavie, la crise du stalinisme en était restée partout à sa phase initiale. En Allemagne occidentale, elle vient d'entrer dans une phase nouvelle avec la parution de l'hebdomadaire « Freie Tribüne » et la constitution d'une commission préparatoire à l'organisation d'un Parti Ouvrier Indépendant. Autour d'une série d'anciens cadres dirigeants du K.P.D., dont Joseph Schappe, ancien rédacteur en chef adjoint de l'organe central du P.C., « Freies Volk » ; Georg Fischer, ancien membre du secrétariat du P.C. en Bavière ; Latzke, ancien secrétaire du P.C. à Kiel et député au Reichstag avant 1933, un nombre important de militants communistes, dégoûtés du stalinisme mais désireux de se maintenir sur le terrain de la politique de classe, vient de regrouper ses forces avec celles des noyaux socialistes oppositionnels et des cadres communistes de gauche ayant rompu avec le stalinisme depuis longtemps.

La « Freie Tribüne » et les bases organisationnelles déjà jetées pour un Parti Ouvrier Indépendant en Allemagne sont, sans aucun doute, un produit de la crise internationale du stalinisme. Il suffit de suivre attentivement ce journal, de classer

les préoccupations de ses rédacteurs et de ses lecteurs, de retracer la biographie de ses principaux dirigeants, pour se rendre compte qu'il s'agit ici, comme en Yougoslavie, d'une branche entière qui se détache du mouvement stalinien et qui reprend ses racines autonomes sur le terrain de la politique révolutionnaire, qui s'efforce de renouer avec la véritable tradition du communisme international. L'évolution du Parti Communiste Yougoslave a fortement contribué à rendre possible ce nouveau regroupement de l'avant-garde allemande, qui se présente en effet comme une de ses conséquences les plus importantes à l'échelle internationale.

Mais en même temps, la parution de la « Freie Tribüne » et la préparation de l'U.A.P. allemand dépassent déjà le cadre de la crise du stalinisme proprement dit. Elles s'insèrent dans l'évolution d'ensemble du mouvement ouvrier allemand qui est arrivé à un tournant décisif depuis sa défaite fatale de 1933. Elles reflètent les possibilités réelles qui existent aujourd'hui, en Allemagne comme dans la plupart des pays d'Europe, de construire des partis révolutionnaires de masse, au delà du réformisme et du stalinisme. Elles démontrent que la lutte pour un programme léniniste, pour une politique fidèle à toutes les traditions du marxisme révolutionnaire, ne s'oppose nullement à cet effort de construire une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat, mais au contraire coïncide avec lui.

Point n'est besoin de reprendre ici en détail le calvaire qu'a connu le prolétariat allemand depuis la date fatidique du 30 janvier 1933; quand les dirigeants staliens et réformistes le livrèrent sans combat à la dictature nazie. Ses meilleurs cadres furent détruits physiquement par la terreur fasciste, par l'usure d'un combat clandestin manquant de perspectives, par la corruption d'une émigration dégénérant en démoralisation complète. La défaite militaire, l'effroyable misère des premières années d'occupation quand toute la vie économique se trouvait paralysée et que la lutte contre la faim absorbait toutes les énergies du travailleur individuel, retardaient considérablement la reprise d'une conscience et d'une lutte de classe sous sa forme « classique », de la part du prolétariat allemand. Bien sûr, le parti socialiste S.P.D., le parti stalinien K.P.D., les syndicats D.G.B. et d'autres organisations de masse furent reconstruites, mais il s'agissait en fait de simples cadres bureaucratiques isolés de la vie quotidienne des masses et coupés de leurs préoccupations véritables. La jeunesse ouvrière était absente de toutes ces organisations. Leurs initiatives jouissaient dans le meilleur des cas d'une passivité bienveillante des masses.

La réforme monétaire d'août 1948 et la reprise industrielle qui y succéda allaient rapidement modifier cette situation: repris par le processus de production, le prolétariat chercha tout d'abord à rétablir sa force de travail, gravement entamée par des années de privations. Puis, la vie politique commença à reprendre lentement. Les rapports entre les vieilles organisations et les masses se modifièrent imperceptiblement. Entre 1945 et 1948, les rares initiatives de celles-là se heurtèrent à l'immobilité de celles-ci. Maintenant l'esprit politique et critique enfin réveillé des masses se heurte au conservatisme routinier de ces organisations. Ce n'est pas par hasard que la crise du P.C. allemand a pris précisément une forme catastrophique au moment même où se sont révélés les premiers signes d'un réveil des masses.

D'abord entravé par des conditions objectives insurmontables, ce réveil a été ensuite retardé par le manque de confiance des travailleurs dans les anciennes organisations. Mais ce réveil s'inscrit nécessairement dans l'évolution de la situation sociale et économique. Comme nous l'avons signalé dès la fin de 1948, la reprise de la production industrielle devait signifier nécessairement le retour de la bourgeoisie allemande comme force politique autonome sur la scène politique en Europe, et le retour du prolétariat comme force politique autonome sur la scène politique allemande. Ce n'est certes pas un hasard que la parution de la « Freie Tribüne » et la préparation du U.A.P. coïncident pour ainsi dire avec les premiers mouvements de grève « classiques » connus en Allemagne depuis de longues années. Les militants d'avant-garde, dégoûtés des anciens partis mais sans espoir et sans perspectives dans les conditions de passivité de leur classe, ont compris la nécessité de se regrouper dès que le prolétariat se montra capable d'engager à nouveau une bataille revendicative d'envergure. De même, les premières luttes ouvrières démontrent encore une fois toute l'incapacité des directions traditionnelles de jouer encore un rôle moteur, particulièrement en Allemagne, et accentuent encore plus la nécessité de la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Au début de septembre se déclencha la grève des ouvriers du bâtiment qui arracha une victoire partielle. Une revendication d'augmentation des salaires des métallos de la province de Hesse fut ensuite satisfaite sans devoir déclencher la grève. Les mineurs, les ouvriers d'imprimerie, ceux des P.T.T. exigèrent ensuite des augmentations de salaires. Les 170.000 ouvriers de l'industrie du vêtement obtinrent 12 % d'augmentation de salaire. Finalement, les cheminots eux-mêmes posèrent leurs revendications... Il s'agit là, il ne faut point l'oublier, de centaines de milliers de travailleurs entre 18 et 35 ans, qui n'ont jamais de leur vie participé à un mouvement de grève économique normal et prolongé. C'est un immense potentiel qui se libère lentement et ouvre de vastes perspectives à un nouveau parti révolutionnaire.

Certes, les obstacles sont encore considérables. Obstacles objectifs d'abord: le patronat d'Allemagne occidentale a, lui aussi, reconstitué ses forces, il a fondé des caisses de compensation pour lui permettre d'utiliser l'arme du lock-out, il peut profiter du chômage massif qui règne dans le pays, il peut s'appuyer sur les forces

d'occupation si la situation devenait critique. Obstacles subjectifs ensuite : la peur d'une occupation soviétique utilisée cyniquement par les stalinien pour menacer tous les militants révolutionnaires indépendants; le scepticisme à l'égard des nouvelles organisations qui provient des déceptions produites par les vieux partis; les produits de près de deux décades de démoralisation et de dépolitisation qui ne seront pas faciles à surmonter, le sentiment que la guerre est de toute façon fatale et que rien ne sert de faire des sacrifices inutiles, etc., etc. Mais tous ces obstacles seront surmontés l'un après l'autre par la logique même de la lutte de classe normalisée que l'Allemagne occidentale connaîtra dans les mois à venir. Au fur et à mesure que ces objections disparaîtront de la conscience ouvrière, le nouveau parti pénétrera plus profondément dans la classe, et la pénétration de ce nouveau parti lui permettra de faire ses preuves dans la lutte même, de donner aux travailleurs un nouvel espoir et une nouvelle foi dans leur avenir, et accélérera ainsi tout le processus de reconstruction du mouvement ouvrier allemand.

La « Freie Tribüne » a entamé très tôt et avec une audace louable une discussion programmatique devant une large avant-garde. Ce journal, qui possède déjà des milliers de lecteurs et a reçu des centaines de lettres d'approbation, autour duquel se constituent déjà des dizaines de sections du futur parti, a posé carrément devant l'avant-garde allemande les problèmes fondamentaux du léninisme à notre époque. La discussion est encore en cours mais les réponses apportées jusqu'à maintenant sont très positives, et vont dans le sens d'une clarification, d'une élévation de la conscience de classe. Avec sa capacité théorique bien connue, le prolétariat allemand assimilera celles-ci rapidement et les portera à un niveau plus élevé.

Grande est la responsabilité qui repose actuellement sur les militants et les cadres qui ont pris l'initiative de la constitution de l'U.A.P. Des erreurs graves pourraient faire échouer la première tentative sérieuse de reconstruction du mouvement ouvrier allemand, et rendre plus difficile encore cette reconstruction à l'avenir. Le mouvement de la IV^e Internationale, tous les militants révolutionnaires du monde entier doivent contribuer par leur apport et leur critique fraternelle à enrichir l'avant-garde allemande de toutes les leçons de l'avant-garde internationale et lui faciliter la solution de sa tâche actuelle. Si l'U.A.P. réussit à devenir un véritable parti révolutionnaire, rassemblant des milliers de cadres éduqués et liés à leur classe, restant fidèles au programme du communisme international, évitant tout sectarisme et tout opportunisme, son développement pourra constituer un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale dont les conséquences, à l'échelle internationales, seront incalculables.

La nouvelle montée ouvrière en Belgique

« Le brusque changement de la situation économique peut agir comme un coup de fouet sur les masses dont les énergies révolutionnaires, puissamment manifestées en 1932, en 1936 et en 1944, n'ont fait que sommeiller depuis lors »; voilà comment Quatrième Internationale caractérisait, il y a un an, la situation créée en Belgique par l'extension massive du chômage et la menace d'un retour de Léopold III. Les événements de cet été ont confirmé cette hypothèse au delà de tous nos espoirs. Ils ont démontré qu'une politique basée sur l'immense potentiel révolutionnaire des masses en Europe occidentale s'avère toujours plus réaliste, aux moments décisifs de l'histoire, que tous les calculs qui généralisent la passivité intermittente du prolétariat. Pour avoir sous-estimé la capacité de réaction brusque et violente des travailleurs la bourgeoisie belge a été à deux doigts de sa perte.

L'offensive bourgeoise engagée dès les élections de juin 1949 n'avait pourtant pas cessé de marquer des points. La situation économique tournait à la défaveur de la classe ouvrière par l'apparition d'un chômage massif chronique. Le patronat commençait à pousser l'audace jusqu'au licenciement systématique des délégués combattifs des entreprises. Agant soigneusement préparé le terrain par une propagande qui mobilisait toutes les couches arriérées de la population, le Parti Social Chrétien organisa un référendum qui apportait une nette majorité absolue en faveur du retour du roi. Une nouvelle dissolution des Chambres amenait cette fois-ci une majorité absolue P.S.C. au Parlement. Le premier gouvernement-clérical homogène constitué en Belgique depuis 36 ans se hâta d'exécuter son programme et de ramener Léopold III en Belgique.

Jusqu'alors, la réaction ouvrière n'avait été que sporadique. L'opposition parlementaire habile du parti socialiste au Parlement avait rencontré un écho favorable dans les milieux ouvriers, mais quelques démonstrations de force (une grève générale de vingt-quatre heures notamment) n'avaient eu qu'un succès partiel. C'est cela qui permit à la bourgeoisie d'envisager sans trop de crainte la perspective d'un retour sur le trône de son roi, candidat-dictateur, face à l'opposition de l'ensemble du pro-

létariat flamand et wallon. Mais elle avait été trompée par les apparences. Les différentes manifestations anti-léopoldistes échelonnées dans le pays entre les mois de mars et de juin 1950 n'avaient été que des étapes préparatoires, à travers lesquelles les travailleurs vérifiaient la volonté de lutte des chefs socialistes, mais ne s'engageaient pas encore à fond, parce qu'ils sentaient fort bien qu'il ne s'agissait point d'une bataille décisive. Ne pas effriler ses forces avant le combat final est une des règles fondamentales de la stratégie. Juger l'adversaire d'après les forces qu'il engage dans les premières escarmouches, voilà une erreur qui a coûté cher à la bourgeoisie belge.

A peine le roi Léopold III était-il entré à Bruxelles, effectuant le bref parcours du champ d'aviation à son palais de Laeken entre deux haies de gendarmes et d'autos blindées, que la réaction populaire éclate, avec une violence jamais égalée dans ce pays. Partant de Liège, les travailleurs se lèvent en quelques jours dans tous les bassins industriels de la Flandre et de la Wallonie, jusqu'aux petites villes reculées où le mouvement syndical ne s'était que récemment implanté. Le mouvement montra dès le début toutes les caractéristiques d'un mouvement révolutionnaire, dans la signification la plus profonde de ce terme.

Toute la classe est mobilisée dans l'action, travailleurs communistes obligeant la direction de leur parti à rompre avec une ligne d'un sectarisme stupide sur la question royale, délégués des syndicats chrétiens entrant en action à côté de leurs frères de classe contre les ministres de leur propre organisation ! Hommes, femmes, adolescents rivalisent dans l'ardeur du combat. Des milliers de petits-bourgeois, habitués au respect de la loi et à un train de vie paisible, se découvrent brusquement une âme de révolté et se joignent aux travailleurs dans les meetings et les manifestations. Les bagarres avec les gendarmes éclatent à tout bout de champ. Le comité central de grève de Liège commence à prendre des mesures véritablement insurrectionnelles (contrôle des services publics, de la circulation des voitures, du commerce de détail, etc.). A Bruxelles même, où la fièvre monte d'heure en heure, les pavés commencent à sortir des rues. Puis, après le cynique assassinat de trois grévistes à Grâce-Berleur, un appel à l'armement du peuple est lancé à Liège. Les barricades sont dressées de toute part dans le Borinage. De ces centres de la lutte, ainsi que des régions de Charleroi, du Centre, d'Anvers et de Gand, des milliers de travailleurs partent à pied, en vélo ou en camions pour cette marche sur Bruxelles qui, dans leur esprit, doit placer la capitale entre leurs mains. Les heures du pouvoir bourgeois paraissent comptées en Belgique.

Mais si l'erreur la plus grossière que peut commettre une organisation ouvrière consiste à sousestimer la combativité potentielle de sa propre classe, il n'en est pas moins faux d'espérer de cette seule combativité spontanée la solution de tous les problèmes. Ayant senti l'orage qui se préparait parmi les travailleurs avec lesquels il avait consolidé ses relations grâce à son passage dans l'opposition et à l'isolement complet des stalinien, le parti socialiste s'était placé à la tête de la lutte à la fois pour amener la réaction à la capitulation et pour canaliser le mouvement avant qu'il ne déborde les cadres de l'Etat bourgeois. A la veille du 1^{er} août 1950, le danger de ce débordement était énorme. Il eût suffi, à ce moment-là, que se répète un incident comme celui de Grâce-Berleur, pour que dans toute la Belgique se déclenche la guerre civile généralisée. Les dirigeants réformistes avaient compris qu'il était temps d'en finir, si l'on voulait éviter la révolution. La bourgeoisie, prise de panique par la tournure des événements, était prête à tout pour sauver l'essentiel. En quelques heures, de part et d'autre, on trouva les bases du compromis, inévitable à défaut d'une direction révolutionnaire capable d'entraîner les masses dans une bataille pour la conquête du pouvoir. Les chefs du P.S.C. n'hésitèrent point à sacrifier leur roi et même à exercer sur lui une pression et un chantage qui, s'ils provoquent après coup l'indignation des « ultra-léopoldistes », ne peuvent que mériter l'approbation de la grande bourgeoisie. L'accord du 1^{er} août, qui oblige Léopold III à abandonner ses pouvoirs royaux à son fils Baudouin, sauve non seulement l'Etat bourgeois mais même la monarchie, et la dynastie des Saxe-Cobourg. Dans les circonstances, la réaction ne pouvait vraiment pas espérer davantage.

L'énorme prestige acquis par les chefs réformistes, grâce à la façon dynamique et souvent courageuse dont ils ont conduit la lutte contre Léopold III, leur a permis de conclure le compromis du 1^{er} août sans se heurter à une résistance prononcée de la part des travailleurs d'avant-garde. Les ouvriers ont repris le travail, conscients d'avoir obtenu une victoire grâce à une formidable démonstration de force, et vaguement déçus de ce qu'ils n'avaient point exploité la situation jusqu'au bout. La compréhension que les chefs réformistes avaient fait avorter une véritable révolution potentielle ne pouvait être partagée par les couches mêmes très avancées. Mais les événements allaient rapidement faciliter cette compréhension.

Au lendemain du 1^{er} août, une immense clameur d'indignation se leva dans les milieux réactionnaires. « Nous avons tout perdu, y compris l'honneur », écrit l'important quotidien du P.S.C., « De Nieuwe Gids ». La bourgeoisie, mortellement effrayée par le potentiel révolutionnaire brusquement dévoilé du prolétariat, et ayant en même temps sauvé tout son pouvoir, prépara immédiatement sa revanche. Elle arrêta ses « extrémistes » intrépides qui voulaient organiser une « marche paysanne sur Bruxelles » ; elle ne permit point à l'extrême-droite du P.S.C. de sévir contre la direction modérée du parti ailleurs que dans les paisibles salles de rédaction. Mais

elle mit en place tout un dispositif de lois de répression. Elle déclencha la chasse aux communistes dans les administrations de l'Etat. Elle créa une atmosphère qui devait aboutir à l'assassinat de Julien Lahaut, président du P.C. belge. Et afin de canaliser à son tour la « volonté de lutte » de son aile marchante semi-fasciste, elle prépare elle-même des organismes de répression dans lesquels les candidats assassins des dirigeants ouvriers pourront s'éduquer professionnellement, sous la protection sacrée de la loi.

En même temps, l'offensive économique contre la classe ouvrière est intensifiée par tous les moyens. Les événements de Corée sont le prétexte d'une vague de spéculation et de stockage qui font monter les prix en flèche. Le patronat se ressaisit et engage une bataille contre les syndicats, refusant de céder sur la question de l'augmentation des salaires pourtant déjà promise. Le fardeau du réarmement et du service militaire de vingt-quatre mois, préparé par le gouvernement, retombe essentiellement sur les travailleurs et les petites gens. Hargneusement, le cabinet Pholien, le cabinet le plus réactionnaire que la Belgique ait connu depuis deux décades, prépare sa revanche sur les « rebelles », les « insurrectionnels » et les « incendiaires » des journées de juillet.

Loin de se sentir battue, la classe ouvrière vibre à son tour, désireuse de répondre coup pour coup aux provocations de la réaction. Dès la mi-septembre, les métallos voulaient préparer une grève générale contre la hausse des prix, pour l'augmentation des salaires. La pression des masses suffit à obliger les chefs réformistes à engager la bataille contre la chasse aux communistes, contre les vingt-quatre mois de service militaire, contre chacune des mesures réactionnaires du gouvernement. Alors que les « camarades ministres » hollandais et français de Spaak et Buset appliquent dans leurs pays, dans le cadre du Pacte Atlantique, des mesures en tous points analogues à celles du gouvernement Pholien, les rapports de forces entre les classes et les liens différents du P.S.B. avec le prolétariat amenèrent ce parti à suivre une politique plus « centriste » que réformiste dans la situation actuelle.

Les ouvriers d'avant-garde qui, en fin juillet, voyaient la victoire à la portée de leurs mains, peuvent aujourd'hui estimer à sa juste valeur le compromis du 1^{er} août. Ils peuvent comprendre combien il est nécessaire de terminer leurs batailles par l'écrasement de l'adversaire et la destruction de son Etat. Ils ont reçu de meilleures leçons de tactique au cours de quelques journées de combat que vingt années de propagande n'auraient pu leur en offrir. Mais ils ont reçu ces leçons et ils développeront ces réflexions dans le cadre du mouvement socialiste. La différenciation qui est en cours dans la classe ouvrière belge et de laquelle sortira une nouvelle avant-garde, plus large encore et plus éduquée que celle sortie des luttes de 1932 et de 1936, s'opère à l'intérieur du P.S.B. La place de tous les révolutionnaires belges est aux côtés des ouvriers socialistes qui, dans l'action, ont démontré d'immenses capacités révolutionnaires et qui acquerront, dans les luttes à venir, la conscience et la direction nécessaires à leur victoire future.

La « campagne de paix » des partis staliniens

L'Histoire est décidément cruelle pour les gens qui veulent la diriger des sommets de leurs chimères petites bourgeoises. La « campagne de paix » des partis staliniens, orchestrée par le Kremlin, battait son plein quand éclata la guerre de Corée. Une bonne partie du genre humain avait à ce moment-là déjà « voté pour la paix ». Malgré cela la maudite guerre éclata quand même.

Mais les sauvages impérialistes n'ont pas osé — à cause des signatures de l'appel de Stockholm, déclare Thorez — jeter la bombe atomique. Leurs autres armes ont suffi à la besogne; sans bombe atomique, la Corée a été quand même transformée en un amas de ruines fumantes et un vaste cimetière.

Les partis staliniens, lancés sur la piste, continuaient à collecter les signatures. Les impérialistes formaient des corps expéditionnaires, envoyaient des armes. Imperturbables, les partis staliniens redoublaient de zèle pour les signatures. C'était à la fois imbécile et tragique.

Vers la fin, quand les militants commencèrent à trouver que cette amère plaisanterie avait assez duré (spécialement pour les Coréens atrocement massacrés, malgré les millions de signatures), les leaders staliniens redécouvrirent une autre idole de la mythologie petite bourgeoise, l'O.N.U. qu'ils avaient pourtant discréditée pendant les premières semaines de la guerre de Corée. Aux militants qui demandaient l'envoi d'avions et de tanks, de la part de l'U.R.S.S. aux Coréens, ils recommandèrent de multiplier les pétitions, protestations, télégrammes, à l'O.N.U. et à son secrétaire afin « que cesse l'intervention impérialiste en Corée ». A aucun moment ces « marxistes » qui dirigent encore des millions de travailleurs révolutionnaires n'ont organisé ou recommandé la moindre action de solidarité effective envers les Coréens

en lutte : envoi d'armes, organisation de brigades, au lieu de signatures et de télégrammes.

Même si les résultats pratiques de tels efforts n'avaient pu changer le cours de la guerre de Corée, du fait que la bureaucratie soviétique était décidée à s'abstenir de toute aide efficace, le prolétariat révolutionnaire aurait, dans une certaine mesure, rempli son devoir de classe envers ses frères coloniaux en lutte. Mais le Kremlin, qui dirige les partis communistes, remplace sciemment l'éducation révolutionnaire du prolétariat par des actions visant à le mobiliser simplement comme instrument de pression sur la bourgeoisie en vue de mieux marchander avec celle-ci.

La guerre de Corée a révélé le fiasco de la « campagne de paix » par signatures, et ses sinistres conséquences en face de la guerre même. Elle détourne l'activité révolutionnaire des masses dans le sillage des illusions et des lamentations petites bourgeoises. Elle sabote la véritable lutte contre la guerre.

Tout autre est la campagne commencée par les partis communistes à la suite des mesures prises par les bourgeoisies « atlantiques » pour prolonger le service militaire et réaliser un programme d'armements. La lutte commune de toutes les organisations ouvrières, y compris les partis socialistes, doit être possible sur un programme de revendications contre la prolongation du service militaire, pour une milice populaire contrôlée par les organisations ouvrières, contre la réduction des crédits de reconstruction et contre de nouveaux impôts.

Trois Conférences en Grande-Bretagne

Les trois conférences qui ont eu lieu récemment en Grande-Bretagne : celle des Trade Unions, celle du Labour Party à Margate, et celle du Parti Conservateur à Blackpool, permettent de préciser davantage les courants qui se forment dans les masses populaires de ce pays.

Malgré la critique démagogique acerbe à laquelle se livre plus particulièrement depuis plusieurs mois le parti tory contre le gouvernement travailliste, le Labour Party conserve toujours sa large clientèle ouvrière et même une importante partie de la petite bourgeoisie radicale. Car ni la « préférence impériale » ni les éloges de « l'entreprise libre » ni les promesses démagogiques faites à profusion au congrès de Blackpool au sujet de la question du logement ne permettent pas au parti tory de grignoter une partie importante de la base du Labour Party. La politique extérieure, y compris la préférence donnée à l'Empire sur tout engagement « européen » et « fédéraliste » de l'Angleterre est commune aux deux partis. En matière de politique intérieure, il est difficile de faire croire aux masses populaires que le parti de Churchill pourra faire mieux que le Labour Party dans la tâche ingrate pour la bourgeoisie de combiner une politique de « Welfare state » et d'amélioration du niveau de vie des masses avec un programme de dépenses militaires et d'armements accrues.

Cependant l'attachement des larges masses populaires au Labour Party — qui se manifeste surtout sur le plan électoral — ne signifie pas que celles-ci soient enthousiastes ou fassent preuve d'une attitude passive et non critique à son égard. Malgré l'énorme poids de l'appareil bureaucratique des Trade Unions et du Labour Party qui s'exerce sur la base et déforme l'expression de sa pensée, on a pu s'apercevoir clairement aux deux derniers congrès de ces organisations de la classe ouvrière britannique la formation d'un courant de base qui a tiré plusieurs enseignements critiques de l'expérience du Labour Party au pouvoir, marquant ainsi — quoique d'une façon encore bien incomplète — un progrès substantiel dans la politisation du mouvement ouvrier britannique.

L'échec des directions du Labour Party et des Trade Unions à faire approuver leur politique de blocage des salaires est déjà caractéristique du chemin parcouru par de larges masses prolétariennes qui n'acceptent plus de faire des « sacrifices nationaux » unilatéraux. Malgré les moyens importants qui sont toujours à la disposition des appareils bureaucratiques du parti et des syndicats pour rendre inopérante la volonté des masses, ce processus ne pourra probablement pas être arrêté devant la nouvelle poussée inflationniste que provoque mondialement la conjoncture des armements.

D'autre part les interventions à ces deux conférences au sujet des nationalisations qui ont été effectuées par le gouvernement travailliste sont significatives de la profondeur d'une critique révolutionnaire qu'engendre spontanément l'expérience réformatrice chez un nombre important d'éléments avancés et non stalinien du prolétariat britannique. Ils réalisent par leur propre expérience que les nationalisations faites avec rachat ou indemnisations, conservant la structure capitaliste, administrative et commerciale des entreprises, et dépourvues de tout contrôle ouvrier effectif,

ne changent pas fondamentalement la nature capitaliste du régime et la condition du prolétariat exploité.

Enfin la méfiance à l'égard de l'appareil bureaucratique des syndicats et du parti, plus particulièrement de certaines figures caractéristiques, tel Deakin, s'est faite sentir non seulement dans les propos tenus par plusieurs délégués, mais surtout par l'opiniâtreté manifestée par les gaziers, conducteurs d'autobus, dockers et autres catégories d'ouvriers dans leurs grèves dites « sauvages ».

Il ne s'agit naturellement pas d'exagérer l'ampleur réelle de toutes ces manifestations ni d'en conclure à une très rapide et ample polarisation révolutionnaire dans les rangs du prolétariat britannique pour le proche avenir. La Grande-Bretagne bénéficie encore, malgré la crise profonde dans laquelle se trouve entraîné son capitalisme, de conditions favorables pour que cette crise ne se développe pas rapidement et brusquement : ressources coloniales revalorisées par la demande actuelle de matières premières; avantages acquis sur de nombreux marchés par rapport aux autres industries européennes; appui encore important de l'impérialisme américain; stabilité sociale relative... Toutefois il existe déjà la base pour qu'une tendance révolutionnaire consciente agissant avec compréhension et souplesse polarise un important courant de gauche au sein des organisations traditionnelles de la classe ouvrière britannique et l'aide à parvenir par sa propre expérience à des niveaux plus élevés de conscience politique et d'action.

Aidons les ouvriers et paysans yougoslaves !

A toutes les organisations ouvrières indépendantes du Kremlin

Une crise alimentaire sérieuse se développe actuellement en Yougoslavie. La sécheresse exceptionnelle qui a régné cet été dans le pays a réduit fortement sa production agricole, imposant des restrictions sévères à la population laborieuse des villes et aux paysans pauvres. Cette situation est particulièrement aggravée par l'absence jusqu'à présent d'une aide extérieure efficace. Le Kremlin et ses satellites maintiennent depuis longtemps un blocus total de la Yougoslavie, tandis que les milieux réactionnaires des pays occidentaux n'accordent leur aide qu'à doses savamment calculées. Les uns et les autres, en réalité, désirent voir échouer l'expérience entreprise par la Yougoslavie prolétarienne qui, au lendemain de sa rupture avec le Kremlin, s'est engagée dans la voie de la démocratie socialiste. De multiples mesures jalonnent déjà cette voie, dont les dernières parmi les plus importantes sont celle de la remise des usines à la gestion ouvrière, et celle de l'abolition de privilèges alimentaires. Indépendamment des critiques que les uns et les autres peuvent avoir à formuler sur tel ou tel aspect de la politique du gouvernement et du Parti Communiste yougoslaves, ces mesures constituent indubitablement une expérience valable et de portée historique dans le développement de la démocratie prolétarienne et socialiste. L'intérêt que représente cette expérience pour tout le mouvement ouvrier international doit primer toute autre considération et doit pousser, à notre avis, toutes les organisations ouvrières indépendantes du Kremlin à entreprendre une action rapide et efficace pour venir en aide à la Yougoslavie.

C'est avant tout aux grandes organisations qui se réclament de la classe ouvrière, et particulièrement à leur aile progressive — aux grandes centrales syndicales A.F.L., C.I.O., U.M.W. et syndicats indépendants aux Etats-Unis; au Labour Party et au T.U.C. de Grande-Bretagne; au parti socialiste S.F.I.O., aux centrales syndicales C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. en France; au parti social-démocrate allemand S.P.D. et à la centrale syndicale D.G.B.; aux partis socialistes italiens et à la C.G.I.L. en Italie; au parti C.C.F. et aux syndicats C.C.L. et T.L.C. du Canada; au Labour Party et à la Confédération des Syndicats d'Australie; aux organisations et militants syndicalistes progressistes d'Argentine, etc. — et dont plusieurs dirigeants en vue, à l'exemple de Sam Watson, président du Labour britannique (1949-1950), se sont déclarés favorables à la poursuite de l'expérience yougoslave, qu'incombe avant tout le devoir de prendre l'initiative d'une large action de front unique de toutes les organisations ouvrières pour une aide rapide et efficace à la Yougoslavie.

Il s'agit en premier lieu d'exercer une pression énergique sur les gouvernements de tous ces pays pour qu'ils envoient sans délai d'importants dons de vivres en Yougoslavie, puisés dans leurs réserves stockées, et adoptent envers ce pays une politique d'aide financière et commerciale, sans contre-partie en concessions politiques.

Nous suggérons d'autre part la constitution dans tous ces pays de Comités nationaux d'aide à la Yougoslavie, représentatifs de tous les courants du mouvement ouvrier et des milieux progressifs. Ces Comités devraient impulser une campagne pour qu'une aide matérielle immédiate, sous forme de vivres et d'argent, soit expédiée en Yougoslavie. Ils pourraient s'efforcer de mobiliser l'opinion publique démocratique de leurs pays pour obtenir des gouvernements une action dans le sens déjà décrit.

**A BAS LE BLOCUS DE LA YUGOSLAVIE PROLETARIENNE !
AIDONS LES OUVRIERS ET PAYSANS YUGOSLAVES !
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !**

Le Secrétariat International
de la IV^e INTERNATIONALE.

Marcel HIC



C'est en 1933, à l'âge de 18 ans, que Marcel Hic rejoint le mouvement trotskyste en entrant aux Jeunesses Léninistes. Son nom restera à jamais inscrit dans l'histoire de la IV^e Internationale, car il est lié étroitement à une des phases les plus tragiques et les plus héroïques de cette histoire.

C'est au début de la guerre, et surtout après l'occupation allemande, qu'il va pleinement révéler ses qualités de dirigeant révolutionnaire.

En septembre 1939, les deux organisations qui, à cette époque, se réclamaient en France du trotskysme, n'ont pas réussi à surmonter le désarroi que la guerre avait apporté avec elle dans les rangs ouvriers. Elles se divisèrent en de nombreux groupes, leurs militants se dispersèrent, l'avant-garde révolutionnaire fut privée d'organisation réellement représentative.

Marcel Hic, à qui sa santé déjà très compromise valut de ne pas être mobilisé, devient secrétaire du bureau européen de la IV^e Internationale.

A peu près seul, dans des circonstances où l'établissement des relations internationales devient une tâche dangereuse et presque insurmontable, il fait face à toutes les difficultés et assume à lui seul presque toutes les tâches. Il manifeste ainsi sa volonté de rester fidèle à l'orientation internationaliste de notre mouvement contre toutes les déviations nationalistes qui se manifestent dans le mouvement ouvrier et parfois dans nos propres rangs. Il sait que ce travail ne sera pas inutile et qu'il conditionne toute reconstruction d'un mouvement trotskyste en France.

Après juin 1940, son orientation restera la même; il continuera, bien que ce soit encore plus difficile, à vouloir maintenir la liaison du mouvement français avec les groupes des autres pays. En même temps, il se met résolument à la reconstruction d'un parti trotskyste en France.

La dislocation du mouvement trotskyste a été encore accentuée par la victoire hitlérienne.

Le mouvement ouvrier français et son avant-garde n'étaient nullement formés pour la lutte illégale qu'il leur faut mener.

C'est là que Marcel Hic révèle des qualités de théoricien et d'homme d'action que bien peu d'entre nous lui supposaient jusque-là.

De 1933 à la guerre, il avait occupé de nombreux postes dirigeants mais les avait exercés avec une réserve et un effacement qui donnaient parfois l'impression qu'il ne pourrait jamais jouer qu'un rôle de second plan.

En réalité, il se formait tenacement tant sur le plan théorique que dans l'apprentissage de son rôle de direction.

Et à partir de juin 1940, ceux qui l'entourent assistent à une foudroyante éclosion, fruit d'un mûrissement et d'une préparation constante et persévérante.

Entourés de quelques camarades de l'ancien Parti Ouvrier Internationaliste, il parviendra rapidement à reconstituer celui-ci. Dans cette tâche, il est guidé par deux soucis principaux : d'une part ne jamais perdre de vue les buts et les principes fondamentaux de notre politique, d'autre part associer à tout prix et en dépit de toutes les difficultés, toutes les individualités révolutionnaires capables d'œuvrer à la reconstruction d'une nouvelle direction et d'un nouveau parti.

C'est cette volonté d'association mêlée à une profonde lucidité politique qui rendent sa personnalité si attachante pour tous ceux qui l'ont connu à cette époque.

Et sur ces bases solides se développe une activité féconde et considérable. C'est grâce à ses efforts obstinés que peut sortir dès août 1940 « La Vérité » clandestine que tout d'abord il dirige seul et dont il restera ensuite le principal inspirateur politique. Il fonde et anime la commission syndicale qui permet au P.O.I. de profiter de certaines possibilités d'action légale et de lier à son action d'assez larges couches

de militants syndicaux. Il seconde efficacement par ses conseils politiques clairvoyants le travail que le P.O.I. mène dans le mouvement des Auberges de Jeunesse et les Centres de Jeunesse.

Pendant longtemps il cherche par quelle action extérieure doit principalement se traduire l'expansion de notre politique dans cette période. Et c'est son profond attachement au principe de l'internationalisme qui l'amènera à concevoir la nécessité d'un travail à l'intérieur de l'armée allemande.

Il sera le principal animateur de ce travail et c'est ce qui lui vaudra d'être arrêté en octobre 1943.

Cette arrestation l'empêchera de voir s'achever une des tâches les plus importantes qu'il ait entreprise pour le développement du mouvement : la reconstitution de l'unité du mouvement trotskyste en France. Là plus qu'ailleurs, il a su faire preuve d'une profonde volonté d'association et d'unification de toutes les forces et volontés révolutionnaires. L'unification avec le C.C.I. et le groupe Octobre était acquise au moment de son arrestation. Sa réalisation, retardée pour des raisons de sécurité, ne pouvait plus être remise en question.

Son attachement à la cause révolutionnaire continua à s'affirmer sous les coups des tortionnaires de la Gestapo. Comme toujours, son courage fut servi par sa lucidité politique. Au cours de l'enquête, dans les moments les plus difficiles, il sait non seulement résister aux inquisiteurs, mais aussi soutenir et aider par son attitude la résistance des camarades arrêtés avec lui.

En déportation, il ne se départit pas un instant de son rigoureux et clairvoyant comportement révolutionnaire. Grâce à sa profonde connaissance de l'allemand (il était licencié dans cette langue et interprète professionnel), il pouvait facilement obtenir un poste privilégié qui lui aurait permis de surmonter les rigueurs de la détention. Mais dès son arrivée à Buchenwald, il tint à conserver son attitude de dirigeant révolutionnaire. Déporté avec plusieurs autres membres du P.O.I., il voulut que lui revienne le rôle de représenter auprès des autres détenus notre organisation et notre politique, car il estimait que dans les camps notre affirmation était nécessaire.

Il est évident que c'est ce qui lui valut d'être (malgré sa qualification d'interprète) transporté à Dora dans la plus mauvaise partie de ce kommando.

À Buchenwald, la confection des listes de départ dans les kommandos était effectuée par les hauts fonctionnaires détenus des camps qui, à Buchenwald, à cette époque, étaient tous stalinien. Ceux-ci portent là encore la responsabilité d'avoir conjugué leurs coups contre nos militants avec ceux de la répression fasciste.

Il fut affecté à une section de travail située dans la partie souterraine de l'usine où les détenus logeaient sans sortir jamais en surface.

Sa santé ne put résister, alors que sa pensée et sa volonté n'avaient jamais faibli à aucune épreuve. Il est mort séparé des autres trotskystes détenus dans son kommando. Mais certes il n'était pas seul et il a dû le ressentir dans ses derniers instants.

Cette farouche énergie qu'il avait déployée, cette rayonnante intelligence et cette chaude cordialité qu'il avait répandues autour de lui au milieu de ses camarades de combats sont des liens qui ne se rompent pas, qui ne se rompent jamais.

Ceux qui l'ont connu, comme ceux qui, venus après lui à notre combat, apprennent son histoire, demeureront résolus à s'inspirer de son exemple et à continuer sa tâche.

Il a été le meilleur de ceux qui, dans cette période dramatique, ont permis au trotskysme de vivre et lui donnent aujourd'hui le droit et la possibilité de défendre fermement et fièrement la cause de la révolution.

Son nom peut venir s'ajouter à la liste de tous ceux qui sont tombés dans la dure et héroïque lutte de l'avant-garde révolutionnaire et que lui-même évoquait dans son dernier article dans « La Vérité » le 15 octobre 1943 :

Nous ne sommes pas des antifascistes d'hier. Nous avons lutté pour le Front Unique contre Hitler en 1933, pour l'unité d'action contre La Rocque en 1934, pour l'Alliance Ouvrière en Espagne. Après juin 1940, nous avons relevé le drapeau de la lutte antifasciste, alors que tant de gaullistes d'à présent, éberlués, cherchaient encore leur voie entre Hitler et Churchill, alors que le Parti Communiste négociait la parution de l'« Humanité » avec M. Abetz. La longue liste de ceux qui, de France en Pologne, de Hollande en Espagne, de Belgique en Grèce, sont morts sous notre drapeau dans la lutte antifasciste porte hautement témoignage de notre action. Aussi avons-nous aujourd'hui le droit de parler clair.

Une lettre de
James P. CANNON

Secrétaire du SOCIALIST WORKERS PARTY

au Président et aux Membres du Congrès

MESSIEURS,

Je suis en désaccord avec votre action en Corée et, en ma qualité de citoyen, je vous demande de changer fondamentalement votre politique, comme suit :

Retirez les troupes américaines et laissez tranquille le peuple coréen.

L'expose en détail les raisons de cette revendication dans les paragraphes suivants. Mais avant de commencer mon argumentation, je vous prie, Messieurs, de me permettre de vous dire ce que je pense de vous. Vous êtes une bande de canailles. Vous êtes des traîtres au genre humain. Je hais votre grossièreté et votre brutalité. Vous me rendez honteux de mon pays que j'ai toujours aimé, et honteux de ma race que je croyais aussi bonne qu'une autre.

L'intervention américaine en Corée est une invasion impérialiste brutale, qui ne diffère en rien de la guerre des Français en Indochine ou de l'attaque hollandaise en Indonésie. De jeunes Américains sont envoyés à 15.000 kilomètres pour tuer non à fin de libérer le peuple coréen mais pour le vaincre et le subjuguier. C'est révoltant, C'est monstrueux.

L'ATTITUDE DU PEUPLE COREEN

Tout le peuple coréen — sauf les quelques agents achetés du régime du fantoche Rhee — combat les envahisseurs impérialistes. C'est pourquoi les nouvelles de presse provenant de Corée se plaignent de plus en plus de la tactique « d'infiltration », de l'activité croissante des « guérillas », du front de combat « fluide », du caractère « renfrogné » des indigènes auxquels « il est impossible de faire confiance ».

Le peuple coréen a une haine mortelle du « libérateur » de Wall Street. Il déteste mortellement la dictature bestiale et corrompue, soutenue par les États-Unis, de Syngman Rhee qui a fait de la Corée du Sud un camp de misère, de torture et d'exploitation.

Le moral élevé et l'intrépidité des Nord-Coréens et l'hostilité des Sud-Coréens envers les « libérateurs » des États-Unis témoignent également de l'unité de tout le peuple coréen dans son opposition indomptable à la domination impérialiste.

L'explosion du 25 juin en Corée, comme les événements l'ont montré, a exprimé le profond désir des Coréens d'unifier eux-mêmes leur pays, de se débarrasser de la domination étrangère et de conquérir une indépendance nationale totale. Il est vrai que le Kremlin cherche à tirer profit de cette lutte pour ses propres fins réactionnaires et qu'il la vendrait demain s'il pouvait aboutir à un nouvel accord avec Washington. Mais la lutte elle-même a le soutien écrasant et sans réserve du peuple coréen. C'est une partie du puissant soulèvement

des centaines de millions d'hommes des peuples coloniaux dans toute l'Asie contre l'impérialisme occidental. C'est la pure vérité, la vraie question. Les esclaves coloniaux ne veulent plus rester des esclaves.

GUERRE CIVILE ET GUERRE DE CLASSE

C'est plus qu'une lutte pour l'unification et la libération nationale. C'est une guerre civile. D'un côté se trouvent les ouvriers, les paysans et la jeunesse estudiantine de Corée. De l'autre se trouvent les propriétaires fonciers, les usuriers, les capitalistes coréens et leur police et leurs agents politiques. Les masses travailleuses appauvries et exploitées se sont dressées pour chasser les parasites indigènes aussi bien que leurs protecteurs étrangers.

Quels que soient les désirs du Kremlin, une guerre de classe s'est développée en Corée. Le régime de la Corée du Nord, désireux de mobiliser le soutien populaire, a décrété la réforme agraire et pris des mesures de nationalisation dans les territoires qu'il a conquis. On a rapporté l'instauration de comités populaires.

Ces réformes, ces promesses d'un meilleur ordre économique et social ont attiré les paysans et les ouvriers. C'est cette perspective d'une vie nouvelle qui a imprégné un peuple soumis et affamé d'une volonté de combat jusqu'à la mort. C'est « l'arme secrète » qui a arraché les deux tiers de la Corée du Sud à l'impérialisme américain et à ses agents indigènes et qui a résisté aux troupes et aux escadres de bombardement du puissant Wall Street.

L'impérialisme américain était tout à fait prêt à remettre la Corée du Nord à Staline en échange du contrôle sur la Corée du Sud qu'il dirigeait par le moyen de la dictature sanglante de Syngman Rhee. Maintenant Washington cherche à réimposer, contre la résistance du peuple coréen, sa domination impérialiste, à instaurer la division de la Corée et à la maintenir comme une colonie et une base militaire pour une guerre future contre l'Union soviétique.

LA JUSTICE EST DU CÔTÉ DES COREENS

Dans cette invasion brutale il n'y a pas la moindre préoccupation des désirs et des droits du peuple coréen. La tentative de soutien du régime de Syngman Rhee par la force armée est une partie du programme de Wall Street pour dominer et exploiter le monde entier. Voire guerre non déclarée, Monsieur le Président, est une guerre d'asservissement. C'est ainsi que le peuple coréen la voit — et nul ne connaît les faits mieux que lui. Il a souffert la domination impérialiste et l'humiliation pendant un demi-siècle et il sait en reconnaître le visage, même s'il se couvre du drapeau des Nations Unies.

Dans cette lutte, la justice est tout entière du côté du peuple coréen. Comme les peuples coloniaux partout ailleurs en Asie, il ne veut pas de « libération » des Etats-Unis ou même de l'O.N.U. Il veut que les troupes américaines quittent la Corée. Il veut être libéré de toute domination étrangère. Il veut décider de son propre sort.

Le peuple américain se souvient bien de la guerre d'Indépendance qui a libéré cette nation de la tyrannie britannique. Dans l'esprit de cette tradition révolutionnaire et démocratique, je vous demande d'arrêter l'injuste guerre en Corée. Retirez toutes les forces armées américaines pour que le peuple coréen puisse être complètement libre de forger sa destinée par lui-même. C'est la motion que je sou mets au Congrès.

31 Juillet.

(Publiée dans « The Militant ».)

La guerre de Corée et la politique du prolétariat révolutionnaire

Les événements de Corée soulèvent deux questions principales auxquelles on doit répondre : quelle attitude correcte, quelle attitude de classe faut-il adopter

à leur égard ? Quelles sont les perspectives dans l'évolution de la situation internationale pour le proche avenir ?

LE CARACTERE DE LA GUERRE EN COREE

Une « agression » a, paraît-il, eu lieu en Corée le 25 juin, et la seule question qui, sur ce point, sépare les apologistes du camp pro-américain de ceux du camp soviétique concerne l'identité de « l'agresseur » : la Corée du Nord poussée par Moscou ou la Corée du Sud poussée par Washington.

La gamme des centristes et des ultra-gauchistes dans le mouvement ouvrier international n'a pas manqué de s'accrocher elle aussi à cet aspect formel des événements, de rechercher « l'agresseur » et de le dénoncer. Nous faisons allusion plus spécialement aux articles parus jusqu'à présent à ce sujet dans « Labor Action » de Shachtman, aux Etats-Unis (1), dans « La Révolution prolétarienne » de Monatte-Louzon, aux articles de l'équipe de « Franc-Tireur » en France, à la position prise par Fenner Brockway en Angleterre, etc. Quant à

l'attitude des Yougoslaves, plus subtile mais non moins équivoque, nous la discuterons séparément, comme nous le ferons pour les nuances qui distinguent la position de chacun des courants mentionnés ci-dessus.

En lisant la prose véhémement que la guerre de Corée a inspiré à la plupart de ces gens, on est tout d'abord frappé de voir à quel point leur stalinophobie et leur éclectisme les ont éloignés du terrain de classe et les ont amenés à « oublier » un fait fondamental dans l'affaire de Corée, à savoir : Que ce pays fut artificiellement divisé selon la ligne du 38° parallèle, par accord commun de Moscou et de Washington, et qu'il ne s'agit pas du tout de deux nations, dont l'une pourrait être accusée d'actes « d'a-

(1) L'euphorie « démocratique » qui règne dans la *Ligue Socialiste Indépendante* de Shachtman, a dégénéré en véritable orgie à propos de la guerre de Corée.

Indignés, affolés de « l'agression » commise par la Corée du Nord contre la « nation sœur » de la Corée du Sud, plusieurs membres éminents des « socialistes indépendants » ont opté purement et simplement pour l'impérialisme américain qui, admettent-ils, est la seule force capable d'abattre le stalinisme.

Le dernier de ces apologistes honteux de l'agression abominable commise par la plus grande des puissances impérialistes contre un peuple colonial qui a mené essentiellement seul un combat magnifique pour son unité et son indépendance, est la nommée Susan Green, qui, dans un article publié dans le numéro du 4 septembre de « Labor Action », préconise un « soutien militaire » de l'impérialisme américain, auquel elle confie la mission progressive d'abattre le stalinisme. « L'histoire ne permettant pas un troisième choix ».

Shachtman, qui n'atteint pas ces sommets de dégénérescence et de cynisme, s'efforce, dans une réponse publiée dans le même numéro, de calmer un peu l'ardeur de ce spécimen de sa pépinière idéologique, et de

revaloriser son « troisième camp », qui se trouvait théoriquement à distance égale entre le capitalisme et le stalinisme. Mais il comment, entre autre, dans la conclusion de cet article, la malhonnêteté de présenter la position prise par notre Internationale et le SWP aux Etats-Unis en particulier, sur la guerre de Corée, comme étant soi-disant « aux côtés » des staliniens en Corée ». Shachtman se réfère cependant dans son article à l'attitude des trotskystes pendant la Révolution espagnole de 1936-39 et justifie cette attitude. Y avons-nous pris parti à cette époque pour les staliniens, la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie libérale ? Y avons-nous confondu le mouvement des masses, de caractère progressif, avec sa direction ?

La logique de notre ligne « pro-stalinienne » nous conduit à faire corps avec les masses prolétariennes et coloniales en lutte, indépendamment de leur direction provisoire, contre le capitalisme et l'impérialisme ; et c'est ainsi, et ainsi seulement, que nous avons la possibilité de combattre la politique stalinienne à l'intérieur du mouvement.

La logique de Shachtman conduit à faire proliférer dans les rangs des « socialistes indépendants » le nombre de ceux qui, à chaque tournant crucial, optent pour l'impérialisme contre les masses, et deviennent ainsi les meilleurs auxiliaires de l'influence stalinienne parmi celles-ci.

gression » ou « d'invasion » contre l'autre ; et, par conséquent, l'allusion même au précédent de l'attaque de la Finlande par l'U.R.S.S. en 1940, est sans valeur.

Peut-on reprocher à n'importe quelle fraction de la population coréenne d'être contre la division arbitraire du pays et de vouloir restaurer son unité ? L'indépendance et la reconstruction du pays sont à ce prix. Une lutte pour l'unité du pays entreprise par n'importe quelle fraction de la population ne pourra être considérée, même du point de vue purement formel du droit international, comme une « agression », comme une « invasion », mais simplement — quand il s'agit de lutte armée, comme c'est le cas — comme une *guerre civile*.

Une guerre civile implique l'existence de classes hostiles et d'intérêts opposés. Pour prendre position dans une guerre civile donnée, il faut analyser le caractère des forces sociales impliquées et les buts recherchés : *qui combat qui, et pourquoi ?*

La géographie sociale est nécessaire à tout écrivain ou porte-parole politique. La Corée est un pays lointain qui avait jusqu'à présent attiré très peu l'attention internationale, mais sa structure sociale actuelle au moins devrait être très claire pour tous ceux qui ont flétri « l'agression » et « l'invasion » de la Corée du Nord. Dans la « démocratie populaire » de la Corée du Nord, les éléments féodo-capitalistes furent éliminés, une réforme agraire fut promulguée et le gouvernement, assumé par le Parti Communiste, jouissait encore sinon de l'appui au moins d'une bienveillante expectative des masses, des paysans pauvres et des ouvriers. Dans la Corée du Sud, la classe féodo-capitaliste était encore dominante et le régime de Sygman Rhee s'appuyait principalement sur la police. Le degré avancé de corruption et de dislocation de ce régime ne faisait pas de doute : il fut même reconnu par une série de porte-parole américains et et proaméricains, et confirmé par des faits tels que les élections qui eurent lieu encore cette année. L'ampleur du mouvement des partisans qui se développait dans le Sud, déjà avant le commencement des hostilités, et l'étendue du désastre militaire qui a frappé ce régime dès le début des opérations, confirment sa décomposition avancée comparable à celle que le régime de Tchang-Kai-Chek connut dans la dernière période de son existence.

Ainsi, sur le plan des forces sociales en présence au début des hostilités en Corée, nous avons ceci : Les larges masses de paysans pauvres et les ouvriers, d'un côté, entraînés par le Parti Communiste coréen sous l'étendard de l'unité et de l'indépendance de la Corée ; les éléments féodo-capitalistes entourés de forces policières et militaires américaines et de quelques minces couches de paysans arriérés, de l'autre. Quand l'armée de Sygman Rhee, « la meilleure armée de l'Asie » selon l'opinion de ses instructeurs américains, commença à

fondre et à se disloquer, les soldats sud-coréens n'ayant aucune envie de se battre pour les féodo-capitalistes de Séoul et leurs maîtres impérialistes, ces derniers entrèrent directement en scène par l'envoi des forces américaines stationnées au Japon.

Dès ce moment, la guerre civile de Corée se combina à un aspect direct de *guerre coloniale et anti-impérialiste*.

L'aspect *révolutionnaire* de cette guerre n'est pas moins important. Elle a commencé comme guerre civile *nationale*, pour l'unité et l'indépendance du pays, pour se développer en guerre *anti-impérialiste révolutionnaire*, qui devait combattre la coalition inévitable en Corée, comme en Chine, au Viet-Nam ou aux Philippines, comme dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, des féodo-capitalistes indigènes et de l'impérialisme étranger.

Plus rapidement et plus audacieusement qu'en Chine ou au Viet-Nam, les dirigeants de la Corée du Nord lièrent la lutte purement militaire à un programme social hardi, appelant les masses de la Corée du Sud à se révolter, à s'organiser « partout » (2) en Comités populaires et à procéder à la réforme agraire. Celle-ci devait se faire dans les territoires libérés du Sud selon la décision prise le 4 juillet 1950 par la Commission permanente de l'Assemblée Populaire Suprême, par « confiscation des terres sans compensation et avec distribution gratuite des terres confisquées » (3). La même décision supprime une série de taxes imposées par le régime de Sygman Rhee et en allège d'autres considérablement.

Les résultats de ce programme et de ces décisions révolutionnaires se manifestèrent incontestablement dans l'ampleur de l'appui des masses que rencontra partout dans le pays l'armée nord-coréenne descendant vers le sud. C'est cet appui qui se trouve à la base de sa résistance, de ses victoires et des surprises qu'a eues la stratégie américaine en face d'une *guerre révolutionnaire* de cette nature.

Déclarer que cet aspect *anti-impérialiste et révolutionnaire* de la guerre n'est que « d'ordre secondaire » comme l'écrit la *Batalla* du Poum (4) ou simplement « formel », dépourvu « entièrement » de tout contenu, comme l'exprime la prose prétentieuse de certains ultra-gauches (5) équivaut simplement à tourner le dos au mouvement de millions d'hommes qui secoue toute l'Asie et tous les pays coloniaux, et qui constitue à l'heure actuelle le plus important facteur révolutionnaire.

Mais que faites-vous dans tout cela, nous répondent ces observateurs hau-

(2) Message de Kim Ir Sen au peuple coréen du 26 juin. (D'après le bulletin du « New China News Agency », 28 juin.)

(3) Bulletin « New China News Agency », 11 juillet.

(4) « La Batalla » du 19 juillet.

(5) « Socialisme ou barbarie », n° 7, août-septembre, p. 100.

tains de l'Histoire, du rôle du Kremlin et du stalinisme ? La guerre de Corée est avant tout, disent-ils, un épisode de la « guerre froide » entre Washington et Moscou, l'un maniant Sygman et l'autre Kim Ir Sen. Considérer la guerre de la Corée du Nord comme juste et progressive, la soutenir, c'est faire le jeu de Moscou et du stalinisme, c'est aider, écrivent nos prophètes de la nouvelle ère « bureaucratique » qui se lève sur l'humanité, à « étendre l'orbite de la domination russe et le régime du capitalisme bureaucratique » (6).

Tel est l'essentiel de l'argumentation de tous ceux qui, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire quand ils ne vont pas jusqu'à applaudir « l'action énergique » de l'impérialisme américain et de sa couverture, l'O.N.U., en Corée (7), se contentent d'adopter une attitude « neutre » par rapport aux « deux » Corées.

La logique humaine n'a de valeur que dans la mesure où elle est capable de généraliser sans amenuiser dans ses abstractions ce qui est *essentiel, fondamental* dans un phénomène. Il est facile de ne voir actuellement dans le monde que l'action directe ou indirecte de deux forces organisées et qui disposent effectivement de moyens sur une échelle colossale : celle de la bureaucratie soviétique et celle de l'impérialisme américain. Mais de là à croire que ces forces sont les seules qui créent et orientent actuellement l'histoire, et que celle-ci se déroule selon les plans élaborés par ces forces, il y a une distance difficile à franchir pour tout esprit qui n'est pas enclin à une conception métaphysique de l'histoire et qui ne goûte guère la planification divine que prête à celle-ci un Bossuet.

Déjà l'expérience de la guerre de Corée, bouleversant profondément la stratégie militaire et politique des Etats-Unis, vient de démontrer que cette puissance colossale est aux prises avec les contradictions du monde qu'elle veut gouverner, que ces contradictions dépassent de très loin la compréhension de la classe qui la dirige et même les moyens dont elle dispose. Nous reviendrons plus loin sur cet

(6) « Socialisme ou barbarie ».

(7) *La Révolution prolétarienne*. — Dans l'article de Louzon, « La répétition générale et le drame de demain », paru dans le numéro de juillet de cette revue, l'auteur prend joyeusement parti pour la « liberté dans le risque », c'est-à-dire « la démocratie bourgeoise » américaine qui, comme chacun sait, comporte aussi quelques « risques ». (Celui de dégénérer par exemple en « démocratie » à la Tsaldaris, à la Tchang-Kai-Chek, à la Sygman Rhee.)

R. Louzon, qui n'est pas un « pacifiste » larmoyant, aime « la force ». Pour cette raison, il a « applaudi à l'intervention en Corée » qui seule peut mettre un frein à « l'expansionnisme » du « fascisme » russe.

Il n'est pas étonnant, après cette étonnante prise de position, que des lecteurs indignés de « La Révolution prolétarienne » trouvent que l'article de l'éminent théoricien de cette publication « jure bougrement dans une revue portant pour titre « La Révolution prolétarienne » (août 1950).

aspect de la question. La bureaucratie soviétique, par sa nature sociale différente et malgré son infériorité matérielle et technique par rapport à l'impérialisme américain, a une meilleure compréhension des forces sociales et peut mieux les exploiter à son avantage. Mais ni les Etats-Unis, ni l'U.R.S.S. ne créent ces forces sociales ni n'en déterminent le cours historique fondamental.

La crise du système capitaliste dans les métropoles et les colonies n'est pas le produit des machinations du Kremlin, et sa dynamique n'est pas non plus déterminée par le Kremlin. Toutes deux sont déterminées avant tout par la nature et l'évolution du système capitaliste. La crise du stalinisme, d'autre part, n'est pas déterminée par Washington, mais par la nature et l'évolution du stalinisme.

Pour revenir à l'aspect colonial de la crise du capitalisme, il est absurde d'attribuer au Kremlin tout ce qui se passe dans ce domaine depuis la dernière guerre et de ne pas comprendre, avant tout, le caractère profond, *nécessaire et progressif* du mouvement des masses des pays coloniaux brisant, dans un sursaut jamais égalé par le passé, à la fois les chaînes du féodalisme, du capitalisme indigène parasitaire et de l'impérialisme. Ce mouvement est *nécessaire*, c'est-à-dire préparé par toute l'évolution antérieure des pays coloniaux, et personne n'est capable de l'arrêter. La seule attitude révolutionnaire possible, c'est de s'inscrire dans ce mouvement des masses coloniales et de lutter au sein de ce mouvement contre son exploitation par la bureaucratie soviétique. Mais pour avoir cette possibilité, la condition primordiale c'est de le *défendre inconditionnellement contre les féodo-capitalistes indigènes et surtout contre l'impérialisme*. On ne saurait imaginer une attitude de suicide politique plus complète que celle qui consisterait à déclarer aux masses coloniales, soulevées par millions contre la domination impérialiste, dans toute l'Asie en particulier, qu'on ne les soutiendra qu'à condition, nous dit la *Batalla* du P.O.U.M. (oubliant sa propre lutte en Espagne républicaine — et non socialiste et prolétarienne) d'avoir à leur tête non pas une direction stalinienne — ou stalinisante — mais des « gouvernements révolutionnaires indépendants de Moscou » (8).

Condamner ces mouvements, les ignorer, les minimiser, se sentir « neutre » par rapport à eux parce qu'ils sont dirigés par des directions staliniennes, signifie en réalité condamner, ignorer, minimiser *l'ensemble de la lutte des classes et la lutte coloniale et anti-impérialiste à notre époque*, se sentir « neutre » par rapport à celles-ci.

D'autre part, le mouvement des masses coloniales n'est pas simplement *nécessaire* dans le sens que nous venons d'expliquer. Il est en même temps un mou-

(8) « La Batalla », 19 juillet.

vement fondamentalement, hautement révolutionnaire, c'est-à-dire progressif et ceci d'un double point de vue : d'une part il détruit à jamais l'équilibre du système capitaliste et fait entrer celui-ci dans une crise permanente qui ira en s'aggravant ; d'autre part, dans la mesure où la révolution anti-impérialiste s'étend dans le monde et où la crise du capitalisme s'approfondit, la révolution mondiale se trouve renforcée, et le règne de la bureaucratie soviétique, malgré les apparences contraires de la première étape, se trouve miné à sa base.

Les événements confirment cette conception d'ensemble de la situation et du processus historique. Le mouvement des masses dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a éclaté après cette guerre, partout, avec une force telle que personne, y compris la direction stalinienne elle-même, ne l'a soupçonné. La puissance de ce mouvement a entraîné les Partis Communistes plus loin que le Kremlin ne le visait, et a influencé le développement propre de ces partis. Ceci se dégage clairement dans une étude plus attentive du développement de la révolution chinoise depuis 1936, et particulièrement durant la guerre.

En Corée, le mouvement des masses n'était pas moins profond. Personne ne peut affirmer avec certitude que le Kremlin est à l'origine du déclenchement des opérations contre la Corée du Sud, et non avant tout la direction du P.C. coréen, entraînée par la pression des masses et son propre « gauchisme ». Et personne non plus ne connaît encore le rôle précis joué dans ces événements par la Chine de Mao-Tse-Tung, qui n'est pas exactement celui d'un satellite de Moscou à la façon des « Démocraties populaires » européennes. Quand on étudie ce qui s'est passé en Corée avant « l'agression », on constate que les opérations militaires sont venues couronner une période étendue de propagande unitaire déclenchée par la Corée du Nord. Celle-ci a formulé à plusieurs reprises des propositions d'unification « pacifique » du pays. Ces propositions furent toujours rejetées par Syngman Rhee et ont contribué à amplifier encore plus considérablement l'isolement de celui-ci des masses aspirant à l'unité du pays. Dans une situation telle que celle qui existait en Corée avec un régime en dislocation dans le Sud, et la fièvre de l'unification du pays montant de plus en plus dans les masses, qui peut affirmer que la direction du P.C. coréen elle-même était capable de résister, sans danger de débordement, à cette pression des masses, et qu'elle n'a pas au contraire été entraînée par celle-ci ? En Chine, le compromis imposé par Moscou entre Yennan et Tchoung-King en 1946, et auquel fut sacrifiée la réforme agraire, a été rompu par la pression des masses elles-mêmes, qui ont commencé à s'emparer de la terre. Si le P.C. chinois n'avait pas, à ce moment-là, changé sa politique, il se serait trouvé débordé par les masses et isolé d'elles. En Grèce, après l'accord de Varquiza, la nouvelle guerre des parti-

sans a été commencée spontanément par des éléments qui n'ont pas voulu accepter cet accord de trahison, et la direction du P.C. grec a ensuite suivi le mouvement pour ne pas perdre complètement sa base.

Naturellement, dès qu'il y a un mouvement quelconque des masses, le Kremlin s'y insère et cherche à l'exploiter à son profit. Mais ceci ne suffit pas pour condamner le mouvement, c'est-à-dire pour condamner la lutte des classes et la lutte des peuples coloniaux à notre époque. Que le Kremlin joue sa partie dans la guerre de Corée contre son adversaire principal, les Etats-Unis, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais entre l'intervention russe et l'intervention américaine, il y a plus d'une différence majeure. Il n'y a pas de troupes soviétiques en Corée, il n'y a pas même de « cadres » soviétiques qui dirigent les opérations. Aucune preuve n'a été fournie à ce sujet jusqu'à présent par les Américains et par l'O.N.U., malgré leur intérêt évident à apporter une telle preuve. Face aux troupes impérialistes américaines et autres, se battent des Coréens. Le fait est de taille.

« La Batalla », cependant, ne veut pas être dupe : elle sait, elle, que les « divisions de la Corée du Nord sont armées — et presque sûrement encadrées aussi — par les Russes ». D'autres observateurs savants de l'expression particulière du « phénomène bureaucratique en Corée » (sic) (9) ne peuvent expliquer la résistance coréenne et les revers subis jusqu'alors par les « immenses U.S.A. » que par le fait que derrière la Corée du Nord se trouvent « la puissance et le contrôle étroit de la Russie ».

Malheureusement, la Russie, en Corée comme dans la guerre d'Espagne, comme en Grèce, comme au Viet-Nam, n'administre son aide militaire que par doses savamment calculées pour que la victoire ne soit jamais acquise à ce prix seulement. Ce que cherche le Kremlin en Corée, nous le verrons plus loin. Constatons pour le moment que les quelques tanks et l'armement que les Coréens du Nord possédaient d'origine russe furent payés par le travail des masses coréennes, et que l'aviation par exemple manque encore à l'heure actuelle complètement aux Coréens. Leur supériorité sur les Américains et les partenaires de ceux-ci a consisté jusqu'ici avant tout dans la supériorité de leur moral et dans l'appui ample et profond que cette guerre a rencontré dans la population, dans le caractère révolutionnaire de la lutte, qui a réservé aux impérialistes les plus grandes surprises, le plus grand découragement et le plus grand scepticisme quant à l'efficacité d'une action conçue purement selon les procédés militaires classiques contre un peuple en révolte.

Le caractère fondamental de la guerre de Corée est celui d'une guerre coloniale, anti-impérialiste, révolutionnaire, et comme telle elle doit être soutenue in-

(9) « Socialisme ou barbarie », n° 7.

conditionnellement par le prolétariat révolutionnaire.

La lutte en Corée s'inscrit dans l'immense mouvement des masses des pays coloniaux et semi-coloniaux qui veulent secouer le joug de l'impérialisme et même du féodo-capitalisme indigène. Ce mouvement est à l'heure actuelle le principal facteur révolutionnaire qui achève la ruine du système capitaliste

et qui renforce puissamment les perspectives historiques de la révolution prolétarienne mondiale. Il agit ainsi à la longue contre le stalinisme, contre le règne de la bureaucratie soviétique qui est incompatible avec l'élargissement de la révolution dans le monde et les nouvelles possibilités d'organisation et de développement des forces productives mondiales.

LA GUERRE DE COREE VUE SOUS L'ANGLE DE L'ANTAGONISME U.R.S.S.-U.S.A.

Sur le rôle joué par le Kremlin dans la guerre de Corée et l'utilisation qu'il compte faire de cette guerre, on ne peut émettre que des hypothèses. En admettant que le Kremlin fût effectivement l'instigateur principal de « l'agression » contre le régime Syngman Rhee, il est très probable qu'il n'avait prévu ni la rapidité, ni l'ampleur, ni les conséquences de la réaction américaine. Il escomptait dans ce cas probablement une guerre rapide jetant facilement bas le régime décrépit de Séoul.

Mais à partir du moment où les dirigeants de Washington se sont décidés à montrer dans l'action le sérieux qu'ils attachaient à leur politique de « renforcement de la situation de fait » et de non abandon de toute position acquise, de toute zone d'influence, il est possible que le Kremlin trouve un intérêt à exploiter l'affaire coréenne de la même façon que l'affaire du Viet-Nam ou la Grèce : créer un nouvel « abcès de fixation » qui impliquera les Etats-Unis et ses autres alliés impérialistes dans un effort de guerre épuisant, désagrégeant leur stratégie d'ensemble, en tout cas disproportionné même aux gains qui en résulteraient pour eux en cas de victoire.

Les quelques journalistes européens et américains qui ont été capables de mieux voir dans le jeu du Kremlin ne se trompent certainement pas quand ils définissent la stratégie de Moscou par rapport aux U.S.A. comme dictée par le souci d'impliquer ceux-ci dans des conflits secondaires, mais très coûteux militairement et politiquement, tandis que la force de l'U.R.S.S. reste intacte. Cette conception paraît logique et conforme aux intérêts de la bureaucratie soviétique. Chaque conflit secondaire qui traîne, comme celui de la Grèce ou du Viet-Nam, chaque foyer de troubles comme celui de Malaisie, de Birmanie, des Philippines, provoque une hémorragie financière et matérielle constante dans le corps de l'impérialisme, épuise et disperse ses forces sur des points secondaires du front mondial.

Vu sous l'angle de l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A., ce front présente en réalité deux secteurs importants : l'Europe et l'Asie. Le secteur européen est de loin le plus important des deux, car c'est encore en Europe que se trouvent concentrées les grandes forces matérielles et humaines dont le contrôle effectif peut

décider de l'issue d'une guerre générale. Pour cette raison, Moscou a un intérêt évident à impliquer ses adversaires impérialistes dans des conflits qui les obligent à dégarnir l'Europe et à rendre impossibles la consolidation et le renforcement de leurs positions en Europe. En effet, Moscou tire des avantages de ces conflits locaux dans lesquels sont impliqués les impérialistes, non seulement à cause de l'hémorragie financière et matérielle immédiate qu'ils provoquent chez les impérialistes, mais aussi à cause de leurs conséquences politiques à long terme.

Les marges de la stabilisation capitaliste sont partout si étroites qu'il suffit d'une vague de grèves prolongées pour que, par exemple, dans chacun des pays de l'Europe occidentale qui étaient parvenus, principalement grâce à l'aide Marshall, à atteindre un équilibre précaire, recommence le cycle de l'inflation, de la hausse du coût de la vie, avec toutes leurs conséquences qui s'enchaînent. Des conflits de l'importance de celui des partisans pour la Grèce, du Viet-Nam pour la France, de la Malaisie et de la Birmanie pour l'Angleterre (à un moindre degré) sont des facteurs qui minent les bases d'un équilibre réel de ces pays et perpétuent la crise sociale.

Dans la mesure où les U.S.A. sont obligés de prendre eux-mêmes en charge une partie de l'effort de guerre de tous ces pays capitalistes, les marges propres de l'équilibre du capitalisme américain lui-même commencent à se restreindre dangereusement, comme cela devient maintenant évident par l'ampleur du déficit budgétaire américain et la pression inflationniste constante.

Dans certaines limites, Moscou tire évidemment profit de toute cette désorganisation du système capitaliste, aggravée par la lutte constante que ce système se voit obligé de mener pour survivre dans les métropoles et les colonies. Nous disons : dans certaines limites, car si cette désorganisation du capitalisme, cette crise, cette décomposition prenaient l'aspect d'une débâcle sous les coups de la révolution socialiste mondiale, ceci libérerait dans les masses des forces que le Kremlin craint par instinct, car elles agiraient à la longue contre la bureaucratie. Pour cette raison, le Kremlin maintient des foyers de troubles, mais jamais il ne les aide jusqu'à la victoire.

Il est possible que l'affaire de Corée soit actuellement exploitée dans cette perspective. Il est encore possible que le Kremlin voit agréablement surgir un conflit entre la Chine et les U.S.A., qui freinerait à la fois la marche en avant de la révolution chinoise, renforcerait sa dépendance envers le Kremlin, et d'autre part accentuerait l'épuisement des forces américaines et atteindrait la limite de l'équilibre de l'impérialisme yankee.

Naturellement, ce jeu compliqué du Kremlin, reflétant la nature complexe de la bureaucratie soviétique, et qui consiste à exploiter la crise du capitalisme à son profit sans la dénouer au moyen de la révolution socialiste mondiale, lui confère une supériorité énorme sur les U.S.A. Cette supériorité peut être considérée comme une arme supplémentaire qu'il serait naïf de sous-estimer, et qui modifie le rapport des forces entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. dans un sens favorable à celle-là. Nous ne disons pas que ce rapport est *déjà* modifié en faveur de l'U.R.S.S. Nous voulons dire simplement qu'il est faux d'établir le rapport des forces entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. en comparant les forces matérielles et humaines présentes et potentielles de part et d'autre, ainsi que le degré de technicité.

Il faut tenir compte, en outre, de la force que puise le Kremlin dans l'exploitation de la crise du capitalisme, exploitation qui comprend, entre autres, la forme concrète d'une guerre au Viet-Nam, ou d'une guerre de Corée drainant la substance de l'impérialisme, sans que celle de l'U.R.S.S. soit directement affectée.

De ce point de vue, la guerre de Corée est hautement instructive. Elle a démontré jusqu'ici, indépendamment de son issue, le prix énorme que l'impérialisme doit payer dans toute tentative pour rétablir sa mainmise sur les peuples coloniaux; elle a démontré que l'ère des simples opérations policières ou de quelques garnisons maintenant « l'ordre » dans les colonies, est à jamais révolue. Elle a démontré d'autre part que dans une guerre révolutionnaire, une simple supériorité matérielle ne suffit pas contre les masses de tout un peuple en révolte. Si les U.S.A., à défaut de toute autre solution, persistent dans leur effort de guerre et si la situation internationale ne se complique pas autrement, ils vaincront peut-être la Corée par un effort dont le prix n'aura rien à voir avec « l'efficacité » de la production industrielle américaine. Payer d'un tel prix la Corée, c'est vraiment une victoire à la Pyrrhus, qui n'est nullement à envisager dans une guerre générale (10).

La guerre de Corée a démontré que l'impérialisme américain ne peut pas

tout se permettre, et que sa puissance, beaucoup plus potentielle qu'effective à l'heure actuelle, difficile à valoriser et dont l'utilisation sera compliquée par les réactions des masses, des classes, des fractions antagonistes dans la classe dirigeante même des U.S.A., a des limites. De ce point de vue, la guerre de Corée doit être considérée par le prolétariat comme un stimulant pour l'action révolutionnaire hardie, débarrassée aussi bien de la peur de Moscou que de Washington.

Naturellement, la réalité est dialectique et il ne suffit pas de constater seuls les points faibles dans la cuirasse de l'impérialisme américain. L'affaire coréenne a provoqué une réaction violente dans la classe dirigeante américaine en lui éclairant subitement une réalité dont elle n'avait pas pleinement conscience jusqu'à présent. Cette réalité, ce sont « les faits terribles » dont a parlé récemment Churchill en étalant la supériorité énorme en hommes et en armements classiques que possède l'U.R.S.S. en face d'une « communauté atlantique » quasi désarmée et qui se reposait sur sa seule supériorité « atomique », elle-même actuellement discutable et en tout cas non décisive. Cette réaction, qui continue et n'a pas trouvé encore une cristallisation en hommes ou en doctrine, a eu pour dernières conséquences la mise en marche de la machine de guerre américaine, une amplification de l'économie d'armements, la militarisation accélérée du pays. D'ici deux ans ou trois ans, elles porteront le potentiel militaire du pays à un niveau très élevé et, de ce fait, dangereux.

Quant au reste de la « Communauté atlantique », on voit mal quelle modification importante pourraient apporter au rapport des forces U.R.S.S.-U.S.A. les réarmements britanniques et français, tandis qu'on voit par contre très bien l'équilibre précaire atteint par ces pays s'effondrer à nouveau sous le poids de nouvelles charges budgétaires.

s'acheminer effectivement vers la « victoire » américaine. Grâce à sa supériorité aérienne et navale écrasante, l'impérialisme yankee est en train, rasant villes et villages avec une effroyable bestialité, de rétablir « l'ordre » en Corée et de sanctionner sévèrement « l'agression ». Cet « ordre » est à nouveau celui de Sygman Rhee, des propriétaires riziers qui récupèrent leurs domaines et leurs coolies, des capitalistes rapaces indigènes et étrangers et de leur police féroce. Le calvaire de la Corée, détruite impitoyablement par les impérialistes qui n'ont pu mater autrement la résistance farouche et magnifique de tout un peuple, va continuer sous la férule d'une nouvelle dictature, nécessairement infiniment plus dure que la précédente, de l'alliance des classes féodo-capitalistes indigènes et de l'impérialisme.

Les apologistes de l'intervention impérialiste auront tous les loisirs de contempler leur triste « victoire » sur le corps meurtri de la Corée, dont le peuple a commis le crime de lutter seul pour son unité et son indépendance, et sans que le prolétariat mondial puisse lui apporter une aide tant soit peu efficace. (Octobre 1950.)

(10) Depuis que cet article a été écrit, l'évolution de la situation militaire, en l'absence jusqu'à maintenant de toute aide sensible aux Coréens, soit de la part de l'U.R.S.S., soit de la part de la Chine, semble

Il est douteux que les pays capitalistes, y compris l'Allemagne et le Japon, qui entrèrent inévitablement dans l'engrenage de la machine aux armements, puissent contrebalancer le déséquilibre financier et social qui résulterait d'une telle course à la guerre par l'efficacité réelle de leur contribution militaire. S'il est vrai que la guerre de Corée accélère la préparation du capitalisme à la guerre, il est également vrai qu'il aggrave par cette préparation la crise sociale dans tous les pays, crise qui donnera naissance à de nouvelles grandes luttes capables de bouleverser aussi bien les plans de Washington que de Moscou.

Malgré les prophètes de la troisième guerre mondiale imminente (« imminente » depuis 1946 déjà !), la guerre de Corée reste circonscrite dans le climat général de la « guerre froide ». C'est le résultat du rapport des forces actuel entre l'U.R.S.S. et l'Amérique, qui ne permet ni à l'une ni à l'autre d'escompter une victoire tant soit peu certaine.

Pour les U.S.A., ceci est maintenant évident avec la guerre de Corée. Leur impréparation à une guerre générale saute aux yeux. La déclarer malgré tout maintenant signifierait la mener presque sans disposer du moindre allié tant soit peu efficace, non seulement contre l'U.R.S.S. et ses satellites, mais aussi contre toute l'Europe et toute l'Asie qui ne résisteraient nullement à l'action combinée des armées soviétiques et des révoltes intérieures dirigées par les Partis Communistes. Au temps du monopole atomique, les U.S.A. pouvaient espérer encore une victoire stratégique rapide (11). Cet espoir n'existe même pas maintenant. Jusqu'à la guerre de Corée, il y avait un sentiment diffus dans l'opinion publique — qui avait pénétré même dans nos propres rangs — d'une supériorité naturelle des U.S.A. sur l'U.R.S.S., d'une efficacité à toute épreuve de leur force matérielle et militaire. Les faits ont démontré que cette supériorité, cette efficacité toute américaine, incontestable du point de vue purement matériel et technique, n'a pas son équivalent immédiat dans des guerres révolutionnaires du genre de celle de Corée. D'autre part, en s'étalant sur le monde entier, cette force et cette efficacité deviendraient faiblesse et incohérence, et seraient d'un prix écrasant même pour le richissime impérialisme américain.

En réalité, l'U.R.S.S. plutôt que les U.S.A. disposerait à l'heure actuelle d'un ensemble de possibilités pour mener une guerre mondiale. Cette constatation modifie dans une certaine mesure notre propre estimation du rapport des forces à l'étape actuelle entre les deux camps antagonistes, tendant à déplacer la supériorité effective actuelle du côté du camp soviétique. Mais elle n'altère pas fondamentalement notre perspective de conti-

nuation de la « guerre froide » entrecoupée de tentatives de compromis sans guerre générale immédiate.

Les raisons pour lesquelles l'U.R.S.S., malgré les avantages de sa position actuelle, est probablement très peu disposée à prendre l'initiative d'une guerre générale, tiennent avant tout aux risques que la bureaucratie soviétique encourrait en cas d'une conflagration mondiale qui libérerait des forces révolutionnaires immenses dans le monde, sans garantie suffisantes que ces forces puissent être contrôlées par Moscou.

Celui qui oublie cet aspect de la nature profonde de la bureaucratie et lui prête des audaces napoléoniennes de conquête mondiale la juge superficiellement. Car le conservatisme de la bureaucratie est réel et elle n'avance dans l'arène mondiale que prudemment, selon un rythme qui lui permette d'asseoir un contrôle absolu aussi bien sur la bourgeoisie que sur les masses.

A ce raisonnement qui rejette la possibilité d'une guerre générale dans l'immédiat (et même pour quelques années), certains objectent que la guerre n'est pas nécessairement le résultat d'une réflexion mûrie et qu'il est possible de risquer l'aventure sans calculer savamment les chances de son succès. Dans une situation, disent-ils, où la fièvre monte constamment dans les deux camps, où la nervosité et l'inquiétude s'emparent des milieux dirigeants, il est possible par exemple qu'une clique militaire bornée mette le feu aux poudres et déclenche un conflit général. Telle est particulièrement une possibilité qui peut se présenter aux U.S.A. où la lutte des fractions dans la classe dirigeante est grande et leur compréhension de la situation réelle dans le monde, assez étroite et étriquée. Un tel danger naturellement existe et est renforcé même par l'éventualité d'une nouvelle action quelconque de l'U.R.S.S. sur un autre point névralgique du front mondial (Moyen-Orient, Yougoslavie, Berlin), action qui affolerait plus encore certains milieux dirigeants américains et européens. Mais il faut aussi compter avec le fait qu'en réalité, en matière de guerre contre l'U.R.S.S., la décision sera prise par les milieux les plus responsables de la bourgeoisie américaine et même mondiale, et qu'il est très difficile d'imaginer qu'une décision pareille soit à la merci d'un Mac Arthur ou d'un Mac Harty. Sur une question comme celle de la guerre contre l'U.R.S.S., engageant le sort du régime capitaliste tout entier, la lutte des fractions dans la bourgeoisie se dénoue généralement par la prise d'une position conforme à ses intérêts de classe mûrement pesés, à ses possibilités, à ses chances de succès et non de suicide (12).

(11) Malgré le fait qu'une telle « victoire » puisse tourner en chaos mondial, sans forces suffisantes (pas seulement militaires) pour occuper et contrôler les territoires détruits.

(12) Depuis que cet article a été écrit, les événements semblent confirmer ce que nous avançons ici. La lutte des fractions dans la classe dirigeante américaine suit la ligne générale du renforcement de ses éléments les plus responsables, au détriment de l'in-

Le capitalisme accélère sa marche vers la guerre, mais sa route est encore semée de nombreux et puissants obstacles. La guerre de Corée est une preuve supplémentaire de ces difficultés et de la nécessité pour l'impérialisme de gagner du temps.

Nous avons insisté d'autre part sur les raisons qui retiennent la bureaucratie soviétique de se lancer elle aussi dans une guerre générale. Dans ces conditions, il est beaucoup plus conforme à la réalité de la situation internationale d'axer la politique du prolétariat révolutionnaire non pas sur l'inévitabilité immédiate de la guerre, mais sur la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et contre la politique de la bureaucratie

soviétique, lutte favorisée par l'évolution parallèle de la crise du stalinisme et du capitalisme, et qui seule peut faire en définitive obstacle à la guerre elle-même.

Le prolétariat, ballotté entre les vagues de la « guerre froide », paralysé par la crainte de « l'imminence » de la guerre, est incapable de poursuivre une politique indépendante, et il ne lui reste dans ce cas qu'à observer passivement le cours des événements en attendant qu'une occasion révolutionnaire surgisse de la guerre elle-même. Cette position défaitiste est déjà prise par une série de courants dans le mouvement ouvrier; avec elle nous n'avons évidemment rien de commun.

LA YUGOSLAVIE ET LA GUERRE DE COREE

Nous finirons par une remarque nécessaire concernant l'attitude du gouvernement yougoslave et du P.C.Y. envers les événements de Corée. Cette attitude fait naturellement partie d'une série de conceptions concernant la façon dont les Yougoslaves envisageant l'O.N.U., l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier international, et que nous examinerons ailleurs. Il suffit simplement de dire ici que, dans la mesure où les Yougoslaves persisteront dans ces conceptions, il faudra craindre que leur courant, qui a commencé à se dégager du stalinisme, ne reste à mi-chemin, ne subisse déjà la pression contraire de l'impérialisme et maintienne ainsi un caractère centriste marqué.

Les Yougoslaves, hantés par la possibilité d'une attaque de l'U.R.S.S. contre leur pays et pressés par l'impérialisme américain, ont adopté une attitude équivoque envers les événements de Corée. A aucun moment, ni à l'O.N.U. ni dans leur presse, ils n'ont dénoncé le caractère impérialiste de l'intervention américaine et de l'O.N.U. et n'ont pris position pour la guerre menée par la Corée du Nord, comme ils l'avaient fait auparavant pour la Chine et le Viet-Nam. Ils se sont réfugiés dans une « neutralité » quelque peu énigmatique, évitant tout commentaire et tout éclaircissement de leur position, comme s'ils se sentaient gênés et peut-être même un peu honteux de ce silence.

Que la pression de l'impérialisme américain les ait obligés à adopter à l'O.N.U. une attitude d'abstention et de neutralité par rapport aux deux parties aux prises en Corée, c'est encore explicable. Mais qu'en Yougoslavie leur presse, et la presse du P.C.Y. en particulier, qui ne doit jamais se confondre avec celle du gouvernement en tant que tel, évite de prendre clairement position sur le con-

flit, sur sa signification, sur sa nature de classe, équivaut à une attitude centriste qui ne sert nullement la cause de la véritable défense de la Yougoslavie par le prolétariat révolutionnaire et les peuples coloniaux.

Les dirigeants yougoslaves « doutent » (13) que la lutte des Coréens mène ceux-ci à la « véritable indépendance » et ils entendent par là que la Corée, même libérée des troupes impérialistes, tombera tout entière sous le contrôle soviétique. Ce danger existe, et l'avant-garde révolutionnaire coréenne et internationale doivent le dénoncer et lutter contre lui. Mais la même chose n'était-elle pas vraie pour le Viet-Nam ou la Chine ? En adoptant une telle position, les Yougoslaves risquent de rejoindre les lignes des « neutralistes » par rapport à la lutte de classe et à la lutte des peuples coloniaux à notre époque, sous prétexte que leur direction appartient, dans la plupart des cas, en cette première étape, aux équipes influencées par la bureaucratie soviétique (14).

Août 1950.

plus conscience des conditions défavorables à une guerre générale immédiate, et qu'elle n'arrivera à sa décision finale qu'après avoir mûrement réfléchi et réuni les conditions les plus favorables à son succès.

(13) Interview du Maréchal Tito au journaliste indien Kamalesh Banerji (août 1950).

(14) Des déclarations ultérieures des dirigeants yougoslaves, en particulier celles d'E. Kardelj à Borda avant son départ pour la session de l'O.N.U., sont allées encore plus loin dans une prise de position non équivoque qui condamne la lutte des masses coréennes parce que celle-ci met en danger la « paix » mondiale et que la direction de ces masses est soumise à l'influence de l'U.R.S.S.

Nous répondons par ailleurs à ces arguments, dont malheureusement le seul écho important parmi les masses prolétaires et coloniales révolutionnaires sera, n'en doutons pas, de compromettre sérieusement l'influence que la Yougoslavie peut exercer dans ces milieux en tant que pays ouvrier réellement indépendant aussi bien de Moscou que de Washington et misant avant tout pour son avenir sur le mouvement révolutionnaire des masses.

de Marshall remplaçant Johnson, sont des

fluence passagère exercée par des éléments vantards, ignorants et bornés.

La prise de position énergique par l'administration Truman contre la « guerre préventive » et ses apologistes, la nomination indices probants que la bourgeoisie américaine, si elle se prépare énergiquement à la guerre, prend en même temps de plus en

Quelques enseignements de la révolution yougoslave

La rupture du P.C. yougoslave d'avec le monde stalinien, loin d'apparaître comme un événement parmi beaucoup d'autres dans une époque qui ne manque pourtant pas d'événements importants, soulève un intérêt grandissant dans des milieux de plus en plus nombreux. Les bourgeois même les plus avisés sont en général assez perplexes à l'égard de la Yougoslavie. Dans les milieux ouvriers opposés au stalinisme, les plus sensibles se tournent vers la Yougoslavie avec sympathie, tandis que d'autres, dominés par une stalinophobie morbide, passent à côté de toute étude des faits et se lancent à perte de vue dans des dissertations sur la bureaucratie et le stalinisme considérés comme des entités en soi. Le mouvement trotskyste s'est orienté le premier, dès la rupture, vers la Yougoslavie parce qu'il a vu dans cette rupture non un fait superficiel et épisodique provenant de quelque combinaison bureaucratique mystérieuse ou machiavélique, mais le produit de l'antagonisme entre les intérêts de la bureaucratie stalinienne et un mouvement de masse — celui des partisans yougoslaves — si puissant qu'il donna à sa direction la force de tenir tête au Kremlin. Le contrôle bureaucratique, qui avait réussi à étrangler les révolutions dans toute une série de pays importants depuis 1923, se trouvait pour la première fois tenu en échec par un mouvement révolutionnaire de masse. Cela pouvait ne pas être clair en juillet 1948 — quand on ne disposait pour s'orienter que de peu de données précises : la puissance extraordinaire du mouvement des partisans yougoslaves de 1941 à 1945, sa politique anti-Mikhaïlovitch qui ne ressemblait pas à l'union nationale sous la houlette des de Gaulle, enfin la défense par le P.C.Y. du « principe de vérité » au-dessus du « principe d'autorité » et le droit à l'égalité entre tous les P.C. Mais aujourd'hui, en présence d'une abondance de faits, comment hésiter ? Tous ceux qui sont allés en Yougoslavie — indépendamment de leurs conceptions et de leurs conclusions théoriques — ont reconnu que le régime de Tito s'appuyait effectivement sur le prolétariat de Yougoslavie. Tous ceux qui

ne prendront pas comme point de départ dans l'affaire yougoslave l'existence de ce mouvement de masse, qui nieront le fait de la révolution yougoslave, ne pourront, quelle que soit leur science, prétendue ou réelle, s'orienter et contribuer à la progression du mouvement ouvrier mondial.

Reconnaître l'existence d'une révolution qui a abouti à la prise du pouvoir en Yougoslavie pose aux militants révolutionnaires, sur le plan théorique, comme tâche de tirer de cette révolution les enseignements susceptibles d'enrichir le marxisme. A quelles conclusions théoriques le P.C.Y. lui-même est-il arrivé de sa propre expérience de direction indépendante du Kremlin ?

La Révolution d'Octobre a permis l'acquisition par le mouvement révolutionnaire de toute une série de nouvelles conquêtes théoriques du marxisme au sujet de l'impérialisme et de la conception léniniste du parti révolutionnaire notamment, et c'est précisément pourquoi les révisionnistes se sont en fin de compte acharnés contre celles-ci. La dégénérescence de la Révolution et du parti bolchévique s'est manifestée, sur le plan théorique, par une lutte acharnée contre la théorie de la révolution permanente, telle que Trotsky l'avait développée, pour la première fois, à la lueur de la Révolution russe de 1905. La théorie de la révolution permanente qui est aujourd'hui une des bases essentielles du mouvement trotskyste n'appartenait même pas aux fondements théoriques de toute l'opposition de gauche à ses débuts : dans la direction de l'opposition russe, Smirnov, Preobrajensky et Radek notamment y étaient opposés, et ce fut entre autre une des raisons de leur capitulation devant Staline.

Le P.C.Y. se présente sur la base du marxisme-léninisme et offre ses contributions théoriques comme la généralisation des leçons de la révolution yougoslave. Examinons cet acquis présent du P.C.Y. par rapport à la théorie de la révolution permanente. Celle-ci, rappelons-le, doit être vue sous trois moments indissolublement liés entre eux :

a) Dans les pays économiquement arriérés, les tâches de la révolution démocratique bourgeoise ne pourront être résolues que par un mouvement révolutionnaire dirigé par le prolétariat et aboutissant à l'instauration de la dictature du prolétariat;

b) Le prolétariat au pouvoir ne s'en tiendra pas aux tâches démocratiques bourgeoises, il entamera la construction du socialisme, et la période de la dictature du prolétariat sera une période de

bouleversements dans tous les domaines de la vie sociale;

c) La révolution commencée dans un pays sous la direction du prolétariat est une partie de la lutte mondiale du prolétariat et sa victoire définitive ne sera assurée que par l'extension de la révolution et son triomphe à l'échelle mondiale.

Tout le développement de la révolution yougoslave vient s'éclairer à ces différents aspects de la théorie de la révolution permanente.

LA LUTTE POUR LE POUVOIR

C'est dans une farouche guerre de partisans dirigée contre les troupes d'occupation allemandes et italiennes d'une part, et les forces armées des anciennes classes dirigeantes (chetniks) de Mikhaïlovitch). Comment le P.C.Y. analyse-t-il ce combat qui l'a porté au pouvoir et quelles leçons théoriques en a-t-il tiré ? Comment jugeait-il le nouveau régime qui fut institué par la victoire du mouvement des partisans ? Le P.C.Y. avait — avant même d'être exclu des rangs du Kominform — des divergences avec la ligne stalinienne à l'époque. Divergences qui, si elles n'avaient pas été discutées publiquement, n'en apparaissent pas moins quand on compare minutieusement ce que disaient de 1945 à 1948 les Yougoslaves d'une part et les autres partis du Kominform d'autre part. Après la rupture, les divergences se manifestèrent publiquement assez vite; dans la brochure de Kardelj, « De la Démocratie populaire en Yougoslavie », le problème du mouvement des partisans, de la force motrice de ce mouvement et du régime instauré par le triomphe des partisans est examiné avec plus de profondeur théorique. En voici l'essentiel, que nous avons déjà eu l'occasion de souligner auparavant (1) :

Etant donné que notre Révolution a commencé à se développer dans les conditions créées par la Guerre de Libération Nationale, elle a eu dans sa pre-

mière phase une forme démocratique-populaire; mais du fait des forces de classes qu'elle a mises en jeu et du rapport interne de ces forces, elle ne pouvait être en fait qu'une révolution socialiste... Ce qui est fondamental en l'occurrence, c'est le caractère du pouvoir et les rapports internes des forces motrices de la révolution, et non pas le rythme même des changements révolutionnaires, lequel dépend des conditions objectives et des ressources tactiques de la force directrice de la révolution.

Nous y retrouvons sans ambiguïté le premier aspect de la théorie de la révolution permanente. Il est vrai que Kardelj, dans sa brochure, ajoute que sa généralisation théorique n'est peut-être pas valide pour des pays d'Extrême-Orient comme la Chine, et c'est une réserve très dangereuse. L'expérience chinoise en cours ne manquera certainement pas d'apporter d'une façon ou d'une autre une clarification sur ce point. Ce qui apparaît de plus en plus certain, c'est au fur et à mesure que s'élargit la lutte des masses coloniales et que celle-ci devient un des facteurs les plus importants dans la révolution mondiale, que ce qui, en 1905, était dans la pensée de Trotsky une anticipation théorique audacieuse devient, en raison d'expériences douloureuses et grandioses, la propriété d'un nombre grandissant de militants d'avant-garde dans le monde entier.

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

L'histoire de l'Union soviétique a montré que la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration d'un Etat ouvrier inauguraient — ainsi que Trotsky l'avait indiqué, comme second aspect de la théorie de la révolution permanente — une période de bouleversements incessants dans tous les domaines. Mais l'expérience de l'Union soviétique s'est faite dans le cadre de réaction politique qui a abouti à la mainmise d'une bureaucratie sur le pouvoir et la société, et, de ce fait, bien qu'il faille tirer les leçons de cette expérience, compte tenu des conditions dans lesquelles elle se déroule,

le mouvement ouvrier, même en ce qui concerne son avant-garde, est loin d'avoir accru son capital sur ce point. Cela est dû d'une part aux innombrables mensonges que les staliniens déversent sur la « construction du socialisme » et d'autre part à la révulsion que le régime stalinien engendre. L'épouvantable hypertrophie bureaucratique a été à l'origine de toutes les formes modernes de révisionnisme théorique (collectivisme bureaucratique, etc.). Il n'y a pas de doute que l'expérience yougoslave depuis la rupture avec le Kominform aidera à dissiper une partie des obstacles créés par le stalinisme pour la compréhension du développement de la société vers le socialisme après la prise du pouvoir par les travailleurs.

(1) Voir *Quatrième Internationale* (janvier 1950).

La révolution yougoslave a déjà apporté sur deux points importants des expériences qui ont été analysées et théorisées par les dirigeants du P.C.Y.; ils ont insisté sur le danger de bureaucratisation qui menace la société construisant le socialisme, et — en opposition à ce danger et pour lutter contre lui — sur la nécessité d'une lutte consciente pour étendre la démocratie ouvrière, notamment par la voie d'une participation croissante de la classe ouvrière à la gestion directe des usines et de l'économie.

Sur le premier point, après avoir tout d'abord expliqué l'attitude du P.C. de l'U.R.S.S. par des déviations nationalistes grandrussiennes, les communistes yougoslaves se mirent au bout d'un certain temps à dénoncer presque simultanément l'existence d'une caste bureaucratique privilégiée en U.R.S.S. vivant aux dépens du peuple soviétique et des pays satellites, et le danger de bureaucratisation dans les propres rangs de leur parti et de leur Etat. Les textes ne manquent pas sur ce danger bureaucratique dans la construction de la société socialiste. Par contre, une explication sociologique développée des causes de ce phénomène n'existe pas — du moins dans les textes publiés hors de Yougoslavie (les seuls que nous connaissons). On trouve certes de bonnes choses sur ce point, soit dans la brochure de Kardelj sur la « démocratie populaire » ou dans celle de Djilas sur les « nouvelles voies du socialisme ». Nous n'avons trouvé l'explication la plus substantielle que dans une brève déclaration du président de la République slovène Marinko qui ne visait pas à développer une théorie ou à servir de thème d'étude :

La principale raison de l'existence, en Union Soviétique, du centralisme bureaucratique absolu, doit être cherchée dans le faible développement antérieur des forces productrices. Lorsque le grand élan du développement économique a fait naître des conditions pour la limitation et l'élimination de la caste bureaucratique, il n'y avait pas de facteur conscient, il n'y avait pas le Parti communiste qui pût mener cette lutte. La caste bureaucratique a marqué de son sceau idéologique le Parti communiste de l'Union Soviétique. S'efforçant de garder ses positions, cette caste fait naître dans son sein le manque de confiance dans les forces révolutionnaires du peuple et dans l'initiative des masses.

Les conditions historiques y sont assez bien soulignées, pas seulement l'état arriéré du pays au point de vue économique, mais aussi l'écrasement du parti révolutionnaire par la bureaucratie au moment où le développement de l'économie exigeait un développement révolutionnaire dans le sens d'une participation consciente plus grande des masses dans la direction de l'économie et de l'Etat. On notera l'absence de mention en ce qui concerne l'isolement mondial de la Révolution russe.

L'apport des Yougoslaves dans la ques-

tion de la bureaucratie porte surtout sur la question de la lutte du parti révolutionnaire contre celle-ci. En U.R.S.S., le parti révolutionnaire fut rapidement submergé et en fait il s'exprima sous forme de minorité révolutionnaire dans le sein du parti bolchévique jusqu'à ce qu'elle fût écrasée et exterminée. C'est à la tête de l'Etat yougoslave que le P.C.Y. mène une lutte consciente contre le danger bureaucratique.

Son principal système de liaison avec les masses jusqu'à présent a été constitué par le « front populaire » qui ne peut en rien être identifié aux « fronts populaires » de triste mémoire de France ou d'Espagne. Ceux-ci se basaient avant tout sur des accords de sommets du P.C. et du P.S. avec les partis de la bourgeoisie, soumettant à eux l'activité de comités de base formés de représentants des organismes de base des formations participantes; ces fronts populaires poursuivaient une politique de compromis des partis ouvriers avec ces formations bourgeoises. Le Front populaire yougoslave est avant tout dirigé par le P.C.Y., les formations politiques autres ne jouant qu'un rôle subalterne; la politique suivie ne comporte nullement de compromis avec les résidus des anciennes classes possédantes de Yougoslavie; le Front populaire yougoslave est notamment utilisé pour permettre un contrôle constant des masses sur les élus des comités populaires. Nous ne disposons pas encore d'une documentation sur le fonctionnement réel du Front populaire de Yougoslavie; seule une étude minutieuse de celui-ci permettrait de voir ce que cette expérience de liaison des masses populaires avec le parti révolutionnaire dirigeant dans l'Etat prolétarien a de spécifiquement yougoslave, étant donné la structure sociale du pays, et ce qu'elle a de valeur internationale.

Mais les Yougoslaves viennent d'apporter quelque chose de beaucoup plus important pour tout le mouvement ouvrier mondial dans la construction du socialisme avec leur dernière mesure relative à la gestion des usines par les conseils ouvriers. L'expérience est beaucoup plus valable parce qu'elle ne concerne pas l'ensemble des masses populaires, si diversifiées dans chaque pays et d'un pays à l'autre, mais le prolétariat industriel qui constitue une classe beaucoup plus homogène dans chaque pays et, malgré des différences historiques importantes, assez semblable d'un pays à l'autre. De l'expérience du prolétariat yougoslave dans la gestion ouvrière, on pourra tirer des conclusions assez sûres sur cette question relativement à son application dans d'autres pays, y compris des pays économiquement plus développés que la Yougoslavie (2).

(2) Nous n'aborderons pas, dans cet article, le problème de la « décentralisation » dans les divers domaines ni celui de la démocratie dans le cadre de la dictature du prolétariat.

PARTI REVOLUTIONNAIRE, ETAT OUVRIER ET CLASSE OUVRIERE

Lors de la présentation de la loi sur la gestion ouvrière, Tito a prononcé un discours tout à fait important par son contenu théorique. Il a examiné — à la lumière de l'expérience russe — les rapports réciproques entre la classe ouvrière, l'Etat ouvrier et le parti révolutionnaire dans la période de dictature du prolétariat. Il a rappelé l'enseignement de Marx et de Lénine sur la question de l'Etat, et a notamment envisagé ce que concrètement pouvait signifier à une première étape le dépérissement de l'Etat, sur lequel le stalinisme fait la nuit la plus noire. La dictature du prolétariat commence par la création d'un pouvoir d'Etat nouveau, à la suite du soulèvement des masses contre l'ordre capitaliste. Mais ce nouvel appareil d'Etat ne peut être identique à l'ancien, il ne doit pas boucher tous les pores de la société, étouffer celle-ci, brimer l'initiative des masses; la répression, indispensable pour empêcher les anciennes couches possédantes de saper le nouveau régime, ne devrait — étant donné que celles-ci ne constituent qu'une fraction très réduite de la société — tenir qu'une place secondaire parmi les moyens d'assurer la stabilité du régime. L'U.R.S.S. donne en fait un exemple en tous points contraire à ces caractères « normaux », si l'on peut dire, de la dictature du prolétariat. Les nécessités imposées par l'entourage impérialiste ne suffisent pas à expliquer les traits de la dictature stalinienne. L'Etat a été accaparé par la bureaucratie. La véritable lutte contre la bureaucratie, ce n'est pas la dénonciation de telle ou telle tare du nouvel appareil, c'est le passage à des mesures élargissant les fonctions de la société, à commencer par celles de la classe qui constitue le pivot de la nouvelle société. c'est-à-dire le prolétariat, aux dépens des fonctions primitivement exercées par la machine étatique. L'Etat ouvrier doit être construit de manière à ce que, selon les paroles de Lénine, chaque ménagère, chaque cuisinière puisse le diriger; il s'ensuit qu'il faut retirer au fur et à mesure du possible à l'appareil d'Etat toutes les fonctions qui peuvent être effectuées par la société, organisée librement et démocratiquement; c'est là la voie du dépérissement de l'Etat. La classe ouvrière doit pouvoir se trouver à l'avant-garde dans cet énorme bouleversement des rapports sociaux. Le point névralgique, c'est la capacité de la classe ouvrière à gérer, si ce n'est d'abord toute l'économie, du moins à une étape aussi rapprochée que possible les usines.

En 1921, au cours de la discussion sur la question syndicale dans le parti bolchévik, Lénine disait que les syndicats soviétiques devaient assurer la défense des intérêts des ouvriers contre leur propre Etat; le fait qu'il mît l'accent sur cet aspect particulier du rôle des syndicats ouvriers dans l'Etat ouvrier sou-

lignait indirectement le chemin qui restait à parcourir en U.R.S.S. dans la voie du dépérissement de l'Etat; la gestion des usines devait, en raison de la vague réactionnaire, se trouver bientôt dans les mains du « triangle » : directeur, dirigeant de la section syndicale, dirigeant de la cellule du P.C. Le directeur de l'usine n'était pas élu par les ouvriers; on sait aussi que les dirigeants de la cellule et de l'organisation syndicale n'étaient pas élus par les membres de la cellule du parti ou par les syndiqués de l'usine. A présent la direction est aux mains d'un seul homme désigné par les organismes d'Etat. La nouvelle loi yougoslave, par contre, tend à étendre la démocratie ouvrière, le directeur devant être élu par l'ensemble des ouvriers et la gestion étant exercée par le conseil de l'usine également élu par l'ensemble des travailleurs. Il ne peut être question de considérer une telle mesure d'un point de vue « démocratique » abstrait. Dans le cadre de la dictature du prolétariat, le passage à cette mesure n'est possible que si elle mène à une amélioration du sort des travailleurs et un fonctionnement meilleur de la production. Ici intervient le problème du rôle du parti révolutionnaire dans la société nouvelle, en vue d'étendre les fonctions de la société. c'est-à-dire d'œuvrer au dépérissement de l'Etat.

Dans son exposé, Tito décrivant le caractère bureaucratique du régime en U.R.S.S. fut amené à exposer le contenu et le rôle du Parti bolchévik d'aujourd'hui dans le régime stalinien :

Comment Staline pose-t-il la question du rôle du Parti dans l'Etat ? Il n'a nulle part, dans ses œuvres, défini le rôle du parti au premier stade du communisme, c'est-à-dire dans le socialisme. Il réduit le rôle du parti au rôle de dirigeant de l'appareil d'un Etat qui porte encore l'empreinte de la société de classe. Rien d'étonnant, par conséquent, si le Parti en Union Soviétique se bureaucratise de plus en plus et se confond, en un tout inséparable, avec l'appareil bureaucratique de l'Etat, c'est-à-dire s'identifie à cet appareil, en devient partie intégrante, et perd de la sorte la liaison avec le peuple et avec tout ce qui serait son vrai devoir. Ce devoir, c'est d'être l'organisateur et le participant le plus actif de toutes les initiatives politiques, culturelles, économiques, c'est d'assurer un contrôle de masse et de participer directement et dans tous les domaines à l'activité sociale, c'est de soutenir par son exemple l'essor créateur des masses. Réduire le parti au rôle d'un appareil bureaucratique, d'un engrenage de la machine d'Etat pour la contrainte et l'exécution de toutes sortes de mesures coercitives, est contraire à l'enseignement de Lénine sur le rôle du Parti dans la première phase, la phase de transition, rôle

de guide et d'éducateur et non de garde-chiourme. Ces conceptions toutes faites commençaient à être appliquées chez nous aussi, mais nous avons pris les mesures nécessaires, et nous nous gardons bien d'une pareille pratique.

Dans la dictature du prolétariat, Etat et parti ne peuvent être identifiés. L'avant-garde du prolétariat, sa partie la plus consciente, ne peut — tant que pèsera le passé et que subsisteront des différences sociales — s'identifier, se confondre avec l'appareil destiné à résoudre les contradictions sociales du

moment en vue d'assurer l'équilibre et la défense de la société en marche vers le socialisme. Le parti révolutionnaire doit poursuivre, dans un cadre nouveau et avec des moyens considérablement plus importants, sa tâche fondamentale d'éducateur des masses travailleuses dans la construction de la société nouvelle, avec ses énormes bouleversements dans tous les domaines. Tout autant que dans la société capitaliste, le parti révolutionnaire doit constituer l'avant-garde, celle qui, par toute son activité, donne l'exemple à l'ensemble de la société.

LA REVOLUTION MONDIALE LA PAIX ET LA GUERRE

Sur les deux premiers aspects de la théorie de la révolution permanente, le P.C.Y., par son attitude dans la révolution yougoslave et dans la politique intérieure de l'Etat yougoslave, apporte des réponses qui certainement trouveront une expression dans le programme du mouvement communiste qui commence à se reconstituer; par contre, sur le troisième aspect de la révolution permanente, son aspect international, l'expérience du P.C.Y. est encore très incertaine, et de ce fait pleine de dangers (internes au mouvement révolutionnaire, il va s'en dire), tant pour la Yougoslavie que pour le mouvement international.

Il est certain que, dans ce domaine comme dans les autres, les Yougoslaves n'ont pas dit leur dernier mot; ils évoluent au fur et à mesure que les problèmes se posent beaucoup plus concrètement à eux. A vrai dire, la rupture avec le Kominform soulevait à elle seule le problème de la révolution mondiale, mais elle le fit sous un angle très particulier, celui des rapports entre Etats ouvriers. Les Yougoslaves dénoncèrent à juste titre le maintien de rapports de type capitaliste entre Etats ouvriers, et les dangers provenant dans ce domaine de l'existence du marché capitaliste avec lequel ces Etats devaient nécessairement commercer. Sur ce point, la contribution des Yougoslaves fut très positive. Mais un élément de confusion s'introduisit à l'époque du fait que, pour les Yougoslaves, le parti bolchévique, ainsi que tous les autres partis du Kominform, étaient encore des partis révolutionnaires, et non les instruments politiques du Kremlin et de la bureaucratie de l'U.R.S.S. Les communistes yougoslaves revendiquaient à juste titre des rapports d'égalité entre les partis révolutionnaires de tous les pays. Mais, ayant subi le « rôle dirigeant » du P.C. de l'U.R.S.S. dans le Kominform, ils en tirèrent la conclusion fautive qu'une Internationale révolutionnaire n'était pas nécessaire. Il est assez difficile de dire à quel degré d'évolution sur ce point est parvenu aujourd'hui le P.C.Y. Il est d'ailleurs fort compréhensible que c'est un problème extrêmement

compliqué pour un parti qui se trouve à la tête du pouvoir dans un petit pays placé dans les conditions extrêmement difficiles de la situation mondiale présente.

Mais on doit souligner que leur confusion sur la question du mouvement ouvrier international les a placés sur une position fautive et très dangereuse en ce qui concerne le problème de la paix et de la guerre qui lui est étroitement lié.

La position de Lénine sur la question de la guerre est dépourvue de toute équivoque. Il suffit de lire ou de relire les articles de « Contre le Courant » et ses instructions à la délégation soviétique se rendant à une conférence d'organisations ouvrières à La Haye (1922). La guerre est, selon la formule de Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens. Quelle que soit l'idéologie utilisée par les belligérants, les marxistes prennent position dans chaque conflit en fonction de l'analyse de classe à laquelle ils se livrent et non en fonction de données géographiques, idéologiques, morales, etc. La guerre mondiale est un produit du régime capitaliste. Il existe des tâches spécifiques de lutte contre la guerre et la préparation à la guerre que doit remplir le parti du prolétariat. L'action des masses travailleuses peut, dans certaines conditions, faire reculer l'échéance de la guerre mondiale; mais sans renversement du régime capitaliste dans le monde, la guerre ne pourra être abolie comme moyen de lutte entre puissances. Sur toutes ces questions, la bureaucratie stalinienne a depuis environ vingt-cinq ans peu à peu développé une série d'idées absolument opposées au léninisme. Dans les premières années où la fraction stalinienne s'empara de la direction du parti bolchévique, à un moment où elle était encore une fraction du mouvement communiste, elle introduisit un premier élément de révision du léninisme en séparant la lutte pour la défense de l'U.R.S.S. de la lutte pour la prise du pouvoir. Pour les Partis communistes, la défense de l'U.R.S.S. devint une tâche en soi qui n'était plus liée à la marche

du prolétariat mondial vers le socialisme. D'année en année, la défense de l'U.R.S.S. se modifia pour s'identifier à la défense de la bureaucratie contre-révolutionnaire qui dirigeait l'Union soviétique et cet objectif devint la raison d'être essentielle des P.C., ceux-ci utilisant les luttes des masses pour tenter d'orienter la politique extérieure des différents pays dans le sens des intérêts de la diplomatie soviétique.

Mais cette politique, en se poursuivant, a entraîné dans le bagage idéologique des partis stalinien toute une série d'idées que nous retrouvons, encore, dans l'arsenal du P.C.Y. en dépit de sa rupture avec le Kominform. Quelles sont ces idées antiléninistes sur la guerre et la paix que les staliens ont développées? Selon Staline, une coexistence pacifique est possible entre les deux systèmes sociaux (3). La guerre n'étant ainsi plus le produit inévitable du régime capitaliste, le capitalisme dans son ensemble n'étant plus responsable de la guerre, celle-ci devient le moyen de la politique d'une partie des capitalistes, animée de desseins agressifs. Il en résulte qu'il n'est plus nécessaire de renverser le régime capitaliste pour éliminer la guerre, il suffit de parvenir à dresser une forte pression de l'opinion publique — y compris les fractions capitalistes non agressives — pour faire reculer les fauteurs de guerre. Et, si cette pression s'avérait insuffisante, l'agresseur se dévoilerait du moins devant tous comme le véritable fauteur de la guerre. Cette conception est intimement apparentée aux conceptions réformistes de transformation de la société capitaliste en société socialiste, cette transformation s'effectuant par une entente avec la fraction compréhensive. « progressive » du capitalisme contre ses fractions réactionnaires pour pratiquer une politique de réformes dans la collaboration de classe; elle substitue à l'analyse marxiste et à la lutte de classes un jeu avec des catégories idéologiques petites bourgeoises et la pratique de la collaboration des classes. Dans la question de la guerre, elle livre ceux qui s'y laissent prendre à une notion employée par la diplomatie pour égarer l'opinion publique, surtout petite bourgeoise. la notion de « l'agresseur ». Cette notion de l'agresseur a été savamment mise à contribution par les impérialistes; chaque fois qu'ils ont voulu se livrer à une expédition coloniale, ils se sont présentés en victimes innocentes de sauvages qui ne comprennent pas les bienfaits qu'on veut faire pleuvoir sur leur pays. Le grand art de la diplomatie, c'est de permettre de dresser l'opinion publique au moment opportun pour la défense de la « pauvre petite Belgique », de la « pauvre petite Finlande », de la pauvre Corée du

Sud attaquée par un agresseur sans scrupule.

Les communistes yougoslaves ont gardé, sur le plan des rapports internationaux, presque tout le bagage théorique appris à l'école stalinienne et ils ont cherché à l'appliquer à la situation propre de leur pays, dans l'échiquier mondial actuel. Ayant à juste titre refusé de diriger leur pays au profit de la bureaucratie de Moscou, les Yougoslaves se sont trouvés indépendants des deux blocs rivaux dans le monde. Mais ces deux blocs ne peuvent laisser ce petit pays, où le capitalisme a été détruit et où le prolétariat tend à donner un exemple de direction indépendante des vieilles directions ouvrières bureaucratisées, libre d'agir à sa guise. Le gouvernement de Moscou, suivi par ses satellites, a engagé une lutte pour briser la direction du P.C.Y. ou la jeter dans le camp impérialiste; cette lutte a pris le caractère brutal d'un blocus économique qui ne peut pas être considéré comme une mesure en soi mais comme une étape vers une guerre, au cas où le blocus ne donnerait pas les résultats recherchés. D'autre part, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont rapidement vu dans la Yougoslavie un Etat dont on pouvait tenter d'exploiter la situation économique pénible au profit du capitalisme et de la lutte contre l'Union soviétique. Bien entendu, il n'était pas question pour le State Department ou le Foreign Office de montrer brutalement les objectifs visés, mais il s'agissait par une pression appropriée d'arracher peu à peu des concessions minant l'Etat ouvrier et son crédit auprès des masses ouvrières dans le monde. Tout en se combattant âprement, le capitalisme américain et la bureaucratie soviétique se rencontrent sur un point : forcer chacun dans le monde entier à suivre l'un ou l'autre, ne pas permettre que les masses trouvent une direction indépendante.

Au lieu d'expliquer cette situation en ces termes et de comprendre que la seule issue à leur pays, c'est la lutte révolutionnaire du prolétariat dans le monde, au lieu d'aider celle-ci, dans la mesure de leurs possibilités et dans les formes appropriées à leur situation, les communistes yougoslaves ont été impressionnés par le fait que les travailleurs communistes n'ont pas rompu en masse avec Moscou sur la question de la Yougoslavie et qu'au cas où les satellites soviétiques leur feraient la guerre, ils auront besoin d'acheter des armes aux puissances capitalistes (4).

(3) Lors de l'Assemblée générale de l'O.N.U. tenue à Paris en 1949, Bevin rappela à Vichinsky que telle n'était pas la conception de Lénine. L'ex-menchévik Vichinsky désavoua Lénine; par contre, le délégué yougoslave Bebler à cette session déclara que Lénine avait encore raison.

(4) Tout conflit dans la période impérialiste n'est pas nécessairement une partie d'une guerre impérialiste. La deuxième guerre mondiale a même été constituée par la combinaison d'une guerre impérialiste, entre puissances impérialistes, pour l'hégémonie mondiale; d'une guerre de défense d'un Etat ouvrier, l'U.R.S.S., contre l'impérialisme allemand; et aussi d'une guerre antiimpérialiste de la Chine contre le Japon. La victoire remportée sur les impérialismes allemands et japonais a rapidement dissocié

Vue sous l'angle des conceptions apprises à l'école stalinienne, cette situation les a amenés à élaborer la théorie suivante. La guerre provient du fait de grandes puissances qui veulent imposer leur politique aux petits pays et qui s'attaquent aux petits pays. Pour ceux-ci, la seule garantie possible, c'est de soumettre leur cause à l'O.N.U. qui doit faire triompher le principe de l'égalité de tous les pays, grands et petits. Pour que ces principes soient respectés à l'O.N.U. et dans le monde, les Yougoslaves pensent également qu'il suffit de développer une pression suffisamment puissante de l'opinion publique dans le monde. De là, tout d'abord, le mouvement de la paix dans leur pays qui adopte la position suivante :

Les différences de structure sociale entre Etats ne devraient pas être la cause d'une menace pour la paix dans le monde, mais la source essentielle du danger de guerre consiste actuellement dans la politique des sphères d'intérêts, de non-égalité entre les Etats, d'immixtion dans la vie intérieure des autres pays et d'avidité sur le plan économique.

La responsabilité de la guerre froide incombe tout d'abord à certains milieux qui s'efforcent de séparer le monde en deux blocs et de réduire les autres pays au rôle de simples satellites de l'un ou de l'autre camp. Ces milieux mènent une action directe menaçant les acquisitions pour lesquelles les peuples ont lutté au cours de la seconde guerre mondiale. Les grandes puissances s'immiscent dans la vie intérieure des petits pays et même de certains grands : on désigne ceux qui devront ou ne devront pas être représentés dans le gouvernement d'un pays, on ouvre la voie à l'établissement de régimes vassaux les plus réactionnaires, on bien encore on applique une politique de domination par la nomination de généraux-gouverneurs. On crée sur des territoires étrangers des bases militaires et on maintient des troupes, non seulement dans les pays qui ont été vaincus au cours de la guerre, mais encore sur les territoires de pays qui furent des alliés.

D'une manière ou d'une autre, ces milieux appliquent, en fait, sous couvert de divers « plans » ou d'« aide généreuse », une politique d'asservissement économique de certains pays qu'ils considèrent comme se trouvant dans leur

sphère d'intérêts. Cette politique ne s'applique plus seulement aux petits pays arriérés, mais également à des pays aussi développés que le sont les pays d'Europe.

Dans le même sens s'exprime la déclaration de Zilliacus, Rogge et Cassou.

Au cours de la tension internationale qui s'est développée cet été à la suite du déclenchement des hostilités en Corée, tout le vice de la position des Yougoslaves n'a pas manqué de se révéler. Le P.C.Y., en tant que parti, n'a pas pris officiellement position et l'Etat yougoslave s'est situé par les votes et déclarations au Conseil de Sécurité. C'est celles-ci qui nous serviront à montrer l'erreur et le danger des conceptions des Yougoslaves en matière internationale. Nous ne dénisons nullement le droit et même la nécessité pour l'Etat yougoslave de louver sur l'arène internationale; en ce sens les votes d'abstention des délégués yougoslaves sont compréhensibles, mais certaines déclarations n'étaient nullement nécessaires et, en l'absence de toute position officielle du P.C.Y., elles en tiennent lieu auprès de l'opinion ouvrière mondiale.

Ce qui se passe en Corée ne présente fondamentalement pas de différence avec ce qui se passe en Chine ou au Vietnam. Ho-Chi-Min contre Bao-Daï soutenu par l'impérialisme, Mao-Tsé-Tung contre Tchang-Kai-Chek soutenu par l'impérialisme, Kim Ir Sem contre Syngman Rhee soutenu par l'impérialisme. Dans chaque cas, il s'agit du puissant soulèvement des peuples de l'Extrême-Orient contre le joug impérialiste maniant plus ou moins heureusement quelques représentants des vieux régimes; dans chaque cas, la direction du mouvement des masses appartient à un parti stalinien (plus ou moins fortement dépendant du Kremlin). L'intervention de l'impérialisme a varié d'un pays à l'autre. En Chine, l'aide donnée à Tchang-Kai-Chek a consisté en crédits et en matériel, sur une grande échelle, mais elle ne s'est pas manifestée sur le plan d'une intervention militaire, devant laquelle les Américains renoncèrent pour des raisons de stratégie mondiale; au Vietnam, l'impérialisme français intervient directement en raison de la faiblesse de son « empereur » de pacotille. En Corée, devant l'effondrement du régime de « la Corée du Sud » (une création des accords de Yalta et de Potsdam), les Etats-Unis sont intervenus directement, sans ménager leurs forces, et en se couvrant de la façade des « Nations Unies ».

Or, les Yougoslaves qui ont pris position pour Ho-Chi-Minh et Mao-Tse-Tung comme leaders du mouvement d'indépendance nationale de leurs pays respectif, indépendamment de la nature de leurs relations envers le Kremlin, se sont — dans la question de la Corée — prononcés différemment. Ils ont tout d'abord tenté de se tenir à égale distance des deux parties, « la Corée du Nord » et « la Corée du Sud ». A l'O.N.U., ils ont commencé par demander que les deux

les divers éléments qui s'allièrent, mais ne se confondirent pas, au cours de cette guerre. En outre, en Yougoslavie, la guerre contre les armées impérialistes d'occupation se doubla d'une lutte contre les forces armées des vieilles classes dirigeantes et c'est cet aspect qui fut de loin prédominant dans les combats de Yougoslavie : les partisans yougoslaves, armés en partie par l'impérialisme, ont mené une guerre révolutionnaire. Nous voyons aussi à présent qu'il faut aussi envisager la possibilité d'une guerre menée par la bureaucratie de Moscou contre un Etat ouvrier qui s'est émancipé de sa tutelle. Rien ne serait plus faux et plus dangereux que d'identifier automatiquement chaque conflit à la troisième guerre mondiale qui se prépare, mais qui n'est pas encore là.

parties soient entendues. Puis, le conflit s'exacerbant, ils se sont réfugiés dans une abstention qui cachait mal la position difficile dans laquelle ils se trouvent. Finalement, par une déclaration, puis par un discours à l'O.N.U., Kerdelj prend la position suivante :

...Les événements de Corée sont la conséquence directe de la politique de division de ce pays et de l'immixtion dans ses affaires intérieures... Il est clair qu'il existe en Corée une puissante démocratie populaire et un mouvement de libération qui tendent à l'indépendance et à l'unification du pays ainsi qu'à l'éloignement des institutions réactionnaires héritées du passé... Ladite question coréenne ne peut donc être résolue tant que le peuple coréen ne sera pas indépendant et unifié et tant qu'il n'aura pas un gouvernement qu'il aura élu démocratiquement... Cependant, le gouvernement de la R.F.P.Y. estime que la politique actuelle du gouvernement nord-coréen ne sert pas la réalisation de l'indépendance et de l'unification du peuple coréen. Qu'il considère ou non cette guerre comme une guerre civile, elle devait en pratique et inévitablement menacer la paix mondiale... Ceux qui inspirent la politique et les actes du gouvernement nord-coréen se sont laissés aller à un jeu de politique d'agression... Les Nations Unies devraient s'efforcer de trouver une solution qui aboutirait à la cessation des hostilités, au rétablissement provisoire — tant que le peuple coréen ne sera pas unifié — de l'ancienne ligne de démarcation du 38° parallèle...

Si les événements de Corée sont « la conséquence directe de la politique de division de ce pays », c'est-à-dire des accords de Yalta et de Potsdam, et « de l'immixtion dans ses affaires intérieures » (et Kerdelj vise par ces mots Moscou), on ne voit pas comment on peut parler d'une politique d'agression dans l'action du gouvernement de la Corée du Nord; et comment on peut ignorer que la guerre actuellement aboutit à remplacer l'immixtion de Moscou par celle de Washington, en la personne de Mac Arthur et avec la bénédiction des Nations Unies. *Qu'il considère ou non cette guerre civile, elle devait en pratique et inévitablement menacer la paix mondiale*, dit Kerdelj; mais dans quelle guerre civile ne verrons-nous pas aujourd'hui Moscou et Washington intervenir d'une façon ou d'une autre? D'ailleurs, qu'avons-nous en Corée?

La guerre de Corée qui commença comme une guerre civile a été rapidement transformée en une lutte anti-impérialiste de l'écrasante majorité du peuple coréen contre l'intervention armée de l'impérialisme américain. En ce qui concerne « l'intervention soviétique » dans cette guerre, il est hors de doute qu'une quantité un peu plus grande, surtout un certain nombre d'avions, a fait défaut. De toute façon, si la théorie d'une grande puissance voulant imposer à un petit pays une politique déterminée et un régime pour assurer cette politique

devait être appliquée, c'est bien en Corée quand Mac Arthur est intervenu sur ordre de Truman. Mais les déclarations de Kerdelj, tout en réaffirmant une fois encore le droit à l'autodétermination de chaque peuple, découvrent en Corée, à la différence du Vietnam ou de la Chine, que c'est un conflit de deux grandes puissances dont la Yougoslavie se tient écartée.

De telles déclarations sont extrêmement préjudiciables à tous les points de vue pour les communistes yougoslaves eux-mêmes. Il est certain que, chez les peuples coloniaux où l'on suit avec attention et sympathie l'expérience yougoslave comme celle d'un petit pays agissant indépendamment des deux grandes puissances, la position prise dans le conflit coréen a été très décevante. Dans la crise des partis stalinien, les militants communistes qui se demandent pourquoi Staline n'a pas donné des avions et des armements suffisants aux Coréens, ne trouvent aucun encouragement, au contraire, de la part des Yougoslaves.

Les contradictions dans les déclarations de Kerdelj, ainsi que les dissertations purement juridiques des délégués de la R.P.F.Y. sur « l'agression » démontrent lumineusement l'inconsistance de toutes les conceptions de base que défendaient les Yougoslaves en matière de paix et de guerre et combien pèse sur eux la crainte d'une agression des agents du Kominform. Ce danger, ils ne pourront pas le combattre en partant de positions fausses ou de notions juridiques. La bureaucratie stalinienne s'efforce d'exploiter à son profit les mouvements des masses coloniales tout comme ceux des masses ouvrières et s'attaque à ces mouvements quand ils échappent à son contrôle, mais l'impérialisme écrase ces mouvements dans tous les cas. Les principes de la Charte de l'O.N.U. ont servi à couvrir du drapeau de cette institution la mise à feu et à sang de la Corée, le massacre d'une population héroïque mais faiblement armée sous l'accumulation des moyens du puissant impérialisme américain. Quant à la pression de l'opinion publique, les comités de paix de tous les pays, les signatures de l'appel de Stockholm, etc., ils se sont envolés comme une volée de moineaux au premier coup de fusil. L'impérialisme ouvrit ses bureaux de recrutement; le mouvement ouvrier, prisonnier d'idéologies de source petite bourgeoise, fut incapable d'organiser une lutte pour la défense du peuple coréen. Personne ne demandait et ne peut demander à la Yougoslavie — dont le peuple a fait tant de sacrifices pour la cause du socialisme — une intervention matérielle; du moins ne devait-elle pas s'égarer dans le verbiage des Nations Unies. Aujourd'hui, les communistes yougoslaves ont encore la possibilité de redresser leur position en la matière. Quand ils furent odieusement calomniés par les staliniens les accusant d'avoir poignardé dans le dos les partisans grecs, ils démontrèrent sans difficulté que c'étaient les staliniens eux-mêmes qui avaient monnayé la lutte des

partisans grecs pour un accord très limité avec l'impérialisme. Ils peuvent démontrer de la même façon que Staline a, par l'absence d'aide effective aux Coréens, poignardé ceux-ci et les masses révoltées de l'Extrême-Orient, pour parvenir à des accords avec l'impérialisme.

Nous avons étudié les positions des Yougoslaves par rapport à chacune des parties de la théorie de la révolution permanente. Mais celle-ci constitue un tout. Le mouvement historique de l'humanité vers le socialisme n'est pas constitué par la juxtaposition de mouvements nationaux avançant indépendamment les uns des autres à des vitesses différentes; une profonde unité existe entre tous ces mouvements nationaux, les succès aussi bien que les défaites de l'un réagissant sur tous, que ces mouvements soient ou non parvenus à conquérir le pouvoir. Malgré tous les progrès politiques et théoriques accomplis par les Yougoslaves grâce à leurs forces propres dans le domaine de la lutte pour le pouvoir et dans celui de la construction du socialisme dans le cadre de leur pays, leur confusion ou leurs reculs sur le plan international peuvent annihiler pratiquement tous les progrès et menacer l'existence même de la révolution

yougoslave. En ce qui concerne l'Union soviétique, la politique de la Société des Nations, des comités de paix avec des « compagnons de route » contre les agresseurs fascistes, de « défense de l'U.R.S.S. » au moyen de combinaisons substituées à la lutte révolutionnaire internationale du prolétariat a failli la mener au bord de la défaite au cours de la deuxième guerre mondiale; une telle politique serait mortelle pour un petit pays comme la Yougoslavie. Bien que les communistes yougoslaves n'aient pas rencontré au cours des deux années écoulées l'aide du prolétariat mondial à laquelle ils avaient et ont droit, c'est encore la seule sur laquelle ils peuvent fermement compter. Les compagnons de route à la Zilliacus ne modifieront pas d'un iota la politique de Staline envers la Yougoslavie; les ouvriers du monde entier seuls peuvent mettre un terme à l'emprise bureaucratique en la brisant. Mais pour que l'action ouvrière internationale se montre plus ferme et plus rapide, il faudrait que les communistes yougoslaves aboutissent à des positions claires pour la reconstruction d'un mouvement communiste international et les formulent vigoureusement. Ils ont déjà fait beaucoup, et ils peuvent encore faire beaucoup pour ce renouveau révolutionnaire.

25 Septembre 1950.

L'U. R. S. S., les guerres et le prolétariat révolutionnaire

La guerre de Corée et la position prise par différents courants anti-staliniens du mouvement ouvrier international ont à nouveau soulevé des questions fondamentales de la politique du prolétariat révolutionnaire : la nature de l'U.R.S.S., sa politique extérieure, les critères à employer pour déterminer le caractère de classe d'une guerre et l'attitude à adopter, etc.

Nous publions ci-après des extraits d'articles de L. Trotsky écrits entre septembre 1939 et août 1940 (date de son assassinat) et dans lesquels il répond à des questions analogues soulevées au cours de la lutte menée à cette époque par Max Shachtman à l'intérieur du Socialist Workers Party des Etats-Unis.

Ces articles, réunis dans l'ouvrage « Défense du marxisme », sont encore inconnus du public français.

Impérialisme

Peut-on qualifier d'impérialisme l'expansion actuelle du Kremlin ? Tout d'abord, nous devons établir le contenu social inclus dans ce terme. L'histoire a connu « l'impérialisme » de l'Etat romain, basé sur l'esclavage, l'impérialisme du propriétaire foncier féodal, l'impérialisme du capital commercial et industriel, l'impérialisme de la monarchie tsariste, etc. La force motrice derrière la bureaucratie de Moscou est indubitablement la tendance à étendre son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est l'élément de « l'impérialisme », dans le sens le plus large du mot, qui fut une propriété dans le passé de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, états médiévaux et classes. Toutefois, dans la littérature contemporaine, au moins dans la littérature marxiste, on entend par impérialisme la *politique expansionniste du capital financier*, qui a un contenu économique très nettement défini. Employer le terme « impérialisme » pour définir la politique extérieure du Kremlin — sans expliquer exactement ce que cela veut dire — signifie simplement identifier la politique de la bureaucratie bonapartiste à la politique du capitalisme monopoleur, sous prétexte que l'un et l'autre emploient la force militaire pour s'étendre. Une telle identification qui est seulement capable de semer la confusion est beaucoup plus propre à des démocrates petits bourgeois qu'à des marxistes.

Continuation de la politique de l'impérialisme tsariste

Le Kremlin participe à un nouveau partage de la Pologne, le Kremlin met la main sur les Etats baltes, le Kremlin s'oriente vers les Balkans, la Perse et l'Afghanistan; en d'autres termes, le Kremlin continue la politique de l'impérialisme tsariste. N'avons-nous pas, dans ce cas, le droit de qualifier d'impérialiste la politique du Kremlin ? Cet argument historico-géographique n'est pas plus convaincant qu'aucun autre. La révolution prolétarienne qui se produisit sur le territoire de l'empire tsariste s'efforça dès le début même de conquérir et, pendant un certain temps, conquit les Etats baltes; elle tenta de pénétrer en Roumanie et en Perse et à un certain moment conduisit ses armées jusqu'à Varsovie (1920). Les lignes de l'expansion révolutionnaire étaient les mêmes que celle du tsarisme, car la Révolution ne change pas les conditions géographiques. C'est précisément pourquoi les mencheviks, à cette époque, parlaient déjà d'impérialisme bolchevique emprunté aux traditions de la diplomatie tsariste. La démocratie petite bourgeoise recourt volontiers à cet argument encore maintenant. Nous n'avons aucune raison, je le répète, de l'imiter sur ce point.

(Encore et encore sur la défense de l'U.R.S.S., 18 octobre 1939.)

La guerre soviéto-finlandaise

La résolution de l'opposition sur la question de la guerre soviéto-finlandaise est un document qui pourrait être signé, peut-être avec quelques légers changements, par les bordiguistes, Vereecken, Sneeveliet, Fenner Brockway, Marceau Pivert et C^{ie}, mais en aucun cas par des bolcheviks-léninistes. Basée exclusivement sur des traits de la bureaucratie soviétique et sur le seul fait de « l'invasion », la résolution est dépourvue du moindre contenu social. Elle place la Finlande et l'U.R.S.S. sur le même plan et, sans équivoque, « condamne, rejette et oppose les deux gouvernements et leurs armées ». Ayant remarqué cependant que quelque chose n'allait pas, la résolution, sans qu'on s'y attende et sans aucun lien avec le texte, ajoute : « Dans l'application (!) de cette perspective, la IV^e Internationale devra naturellement (quelle merveille, ce « naturellement ») prendre en considération (!) les rapports économiques différents de la Finlande et de la Russie. » Chacun de ces mots est une perle. Par circonstances « concrètes », nos amoureux du « concret » veulent dire la situation militaire, l'état d'esprit des masses et en troisième lieu les régimes économiques différents. Comment ces trois circonstances « concrètes » précisément seront-elles « prises en considération », la résolution n'en donne pas la moindre idée. Si l'opposition oppose également « les deux gouvernements et leur armées » relativement à la guerre, « comment prendra-t-elle en considération » les différences qui existent dans la situation militaire et dans les régimes sociaux ? En définitive, rien de tout ceci n'a de sens.

Afin de punir les staliniens de leurs crimes incontestables, la résolution, à la remorque des démocrates petits bourgeois de toutes nuances, ne mentionne même pas d'un mot ce fait que l'Armée rouge exproprie en Finlande les gros propriétaires fonciers et introduit le contrôle ouvrier tout en préparant l'expropriation des capitalistes.

Demain les staliniens étrangleront la classe ouvrière finlandaise. Mais aujourd'hui ils sont en train de donner, ils sont obligés de donner une impulsion formidable à la lutte de classe dans sa forme la plus aiguë. Les dirigeants de l'opposition construisent leur politique non sur le processus « concret » des événements qui ont lieu en Finlande, mais sur des abstractions démocratiques et de nobles sentiments.

La guerre soviéto-finlandaise est apparemment en train de se compléter par une guerre civile dans laquelle l'Armée rouge se trouve, à l'heure actuelle, dans le même camp que les petits paysans et les ouvriers finlandais, tandis que l'armée finlandaise bénéficie du soutien des classes possédantes, de la bureaucratie ouvrière conservatrice et des impérialistes anglo-saxons. Les espoirs que l'Armée rouge éveille parmi les masses pauvres de Finlande se révéleront, à moins de l'intervention de la révolution mondiale, une illusion ; la collaboration de l'Armée rouge avec les masses pauvres ne sera que temporaire ; le Kremlin tournera bientôt ses armes contre les ouvriers et les paysans finlandais. Nous savons tout cela aujourd'hui et nous le disons ouvertement en matière d'avertissement. Mais dans cette guerre civile « concrète » qui a lieu sur le territoire finlandais, quelle position « concrète » les partisans « concrets » de la IV^e Internationale doivent-ils prendre ? S'ils ont combattu en Espagne dans le camp républicain en dépit du fait que les staliniens étranglaient la révolution socialiste, ils se doivent, pour le moins, de prendre place en Finlande dans le camp où les staliniens sont forcés de soutenir l'expropriation des capitalistes.

Nos innovateurs bouchent les trous de leur position avec des phrases pleines de violence. Ils qualifient la politique de l'U.R.S.S. d'« impérialiste ». Vaste enrichissement de la science ! A partir d'aujourd'hui seront taxées d'impérialisme la politique étrangère du capital financier et la politique d'extermination de ce capital financier. Ceci contribuera sérieusement à la clarification des idées et à l'éducation de classe des travailleurs ! Mais en même temps — s'écriera disons le très irréféchi Stanley — le Kremlin soutient la politique du capital financier allemand ! Cette objection est basée sur la substitution d'un problème à un autre, et sur la dissolution du concret dans l'abstrait (l'erreur habituelle de la pensée vulgaire).

Si demain Hitler était forcé d'envoyer des armes aux Indiens insurgés, les ouvriers révolutionnaires allemands devraient-ils s'opposer à cette action concrète par des grèves ou le sabotage ? Au contraire, ils devront s'assurer que les insurgés reçoivent leurs armes le plus tôt possible. Nous espérons que *cela* est clair pour Stanley. Mais cet exemple est purement hypothétique. Nous l'avons employé afin de montrer que même un gouvernement fasciste du capital financier peut, dans certaines conditions, être forcé de soutenir un mouvement révolutionnaire *national* (pour essayer de l'étrangler le lendemain). Hitler ne soutiendra jamais, quelles que soient les circonstances, une révolution prolétarienne, par exemple en France. Quant au Kremlin, il est pour le moment obligé — et ceci n'est pas une situation hypothétique mais réelle — de provoquer un mouvement révolutionnaire social en Finlande (afin d'essayer de l'étrangler politiquement demain). Donner à un mouvement révolutionnaire social défini le nom général d'impérialisme, sous le seul prétexte qu'il est provoqué, mutilé et en même temps étranglé par le Kremlin, ne fait que témoigner d'une incontestable pauvreté théorique et politique.

Il est nécessaire d'ajouter que l'extension du concept d'« impérialisme » n'a même pas l'attrait de la nouveauté. A l'heure actuelle non seulement les « démocrates »

mais également la bourgeoisie des pays démocratiques qualifient d'impérialiste la politique soviétique. Le but de la bourgeoisie est transparent : il est d'effacer les contradictions sociales qui existent entre l'expansion capitaliste et l'expansion soviétique, afin de dissimuler le problème de la propriété et d'aider, de cette manière, le véritable impérialisme. Quel est le but de Shachtman et des autres? Ils ne le savent pas eux-mêmes. Leur nouvelle terminologie les conduit objectivement à cent lieues de la terminologie marxiste de la IV^e Internationale et les rapproche de la terminologie des « démocrates ». Ce fait, hélas! prouve une fois de plus la sensibilité extrême de l'opposition à la pression de l'opinion publique petite bourgeoise.

(Une opposition petite bourgeoise dans le « Socialist Workers Party », 15 décembre 1939.)

L'abstrait et le concret; l'économie et la politique

« L'Etat et le caractère de la guerre » est la partie la plus lamentable du lamentable opuscule de Shachtman. « Quelle est donc notre position ? » demande l'auteur. « Tout simplement ceci : il est impossible de déduire *directement* notre politique dans une guerre *spécifique* à partir d'une caractérisation *abstraite* du caractère de classe de l'Etat impliqué dans la guerre, et plus particulièrement des formes de propriété qui dominent dans cet Etat. Notre politique doit découler d'un examen *concret* du caractère de la guerre, en relation avec les intérêts de la révolution socialiste internationale » (souligné par moi). Quelle confusion! Quel enchevêtrement de sophismes! S'il n'est pas possible de déduire *directement* notre politique du caractère de classe de l'Etat, pourquoi ne pourrions-nous pas le faire *indirectement*? Pourquoi l'analyse du caractère de l'Etat doit-elle être *abstraite*, tandis que l'analyse du caractère de la guerre est *concrète*? Pour s'exprimer formellement, on peut dire avec autant de validité et, en fait, d'une manière beaucoup plus légitime, que notre ligne politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. peut se déduire non à partir d'une caractérisation *abstraite* de la guerre comme étant « impérialiste », mais uniquement au moyen d'une analyse *concrète* du caractère de l'Etat dans la situation historique donnée. Le sophisme fondamental sur lequel Shachtman construit tout le reste est assez simple : dans la mesure où la base économique ne détermine pas *immédiatement* les événements dans la superstructure, dans la mesure où le seul caractère de classe de l'Etat est *insuffisant* pour déterminer les tâches pratiques, alors... alors nous pouvons nous en tirer sans examen de l'économie et de la nature de classe de l'Etat, en les remplaçant par ce que Shachtman, dans son jargon journalistique, dénomme la « réalité des événements vivants » (op. cit., page 14).

Le même artifice qui fut utilisé par Shachtman pour justifier son bloc philosophique avec Burnham (le matérialisme dialectique ne détermine pas immédiatement notre politique, par conséquent... il ne s'applique pas d'une manière générale aux « tâches politiques concrètes ») est répété ici mot pour mot à propos de la sociologie marxiste : dans la mesure où les formes de propriété ne déterminent pas immédiatement la politique d'un Etat, il est par conséquent possible en général de jeter la sociologie marxiste par-dessus bord dans la détermination des « tâches politiques concrètes ».

Mais pourquoi s'arrêter en chemin? Puisque la loi de la valeur du travail ne détermine ni « directement » ni « immédiatement » les prix, puisque les lois de la sélection naturelle ne déterminent ni « directement » ni « immédiatement » la naissance du cochon de lait; puisque les lois de la gravitation ne déterminent ni « directement » ni « immédiatement » la chute d'un policier ivre dégringolant l'escalier, alors... alors laissons Marx, Darwin, Newton et tous les autres amoureux d'« abstractions » ramasser la poussière sur les planches des bibliothèques. Ce n'est là rien moins qu'un enterrement solennel de la science, car après tout le cours entier du développement de la science procède des causes « directes » et « immédiates » aux plus éloignées et aux plus profondes, des diverses espèces et des événements kaléidoscopiques jusqu'à l'unité des forces productives.

La loi de la valeur du travail ne détermine pas les prix « immédiatement », mais elle les détermine néanmoins. Un phénomène « concret » comme la banqueroute du New Deal trouve son explication en dernière analyse dans la loi « abstraite » de la valeur. Roosevelt ne la connaît pas, mais un marxiste ne peut se risquer à aller de l'avant sans la connaître. Les formes de propriété déterminent, non immédiatement, mais à travers une série de facteurs intermédiaires et à travers leur interaction réciproque, non seulement la politique mais aussi la moralité. Un militant prolétarien qui tenterait d'ignorer la nature de classe d'un Etat finirait invariablement comme le policier qui ignore les lois de la gravitation, c'est-à-dire qu'il se cassera le nez.

Shachtman ne prend évidemment pas en considération la distinction entre l'abstrait et le concret. S'efforçant d'aller vers le concret, notre esprit opère avec des abstractions. Même « ce » « chien » « concret » « donné » est une abstraction puisqu'il se met à changer, par exemple, en baissant la queue, au « moment » où nous pointons

Renonciation au critère de classe

Retournons une fois de plus à l'A.B.C. Dans la sociologie marxiste, le point de départ initial de l'analyse est la définition de *classe* d'un phénomène donné : Etat, parti, tendance philosophique, école littéraire, etc. Dans la plupart des cas, cependant, la simple définition de classe est inadéquate, car une classe est composée de différentes couches, elle passe par différents stades de développement, elle est soumise à des conditions différentes, elle est soumise à l'influence des autres classes. Il devient nécessaire de tenir compte de ces facteurs de deuxième et de troisième ordre afin de parvenir à une analyse complète et ils sont pris soit partiellement, soit totalement, suivant le but spécifiquement recherché. Mais pour un marxiste l'analyse est impossible sans la caractérisation de classe du phénomène considéré.

Les systèmes osseux et musculaire n'épuisent pas toute l'anatomie d'un animal. Néanmoins, un traité d'anatomie qui voudrait faire « abstraction » des os et des muscles serait suspendu dans le vide. La guerre n'est pas un organe mais une fonction de la société, c'est-à-dire de sa classe dominante. Il est impossible de définir et d'étudier une fonction sans avoir une claire compréhension de l'organe, en l'occurrence l'Etat; il est impossible d'arriver à une compréhension scientifique de l'organe sans avoir une claire compréhension de la structure générale de l'organisme, c'est-à-dire de la société. Les os et les muscles de la société sont constitués par les forces productives et les rapports de classe (propriété). Shachtman soutient qu'une fonction, à savoir la guerre, peut être étudiée « concrètement », indépendamment de l'organe auquel elle se rattache, à savoir l'Etat. N'est-ce pas monstrueux?

Cette erreur fondamentale est complétée par une autre tout aussi éclatante. Après avoir détaché la fonction de l'organe, Shachtman procède, dans l'étude de cette fonction elle-même, contrairement à toutes ses promesses, non de l'abstrait vers le concret, mais au contraire en dissolvant le concret dans l'abstrait. La guerre *impérialiste* est une des fonctions du capital financier, c'est-à-dire de la bourgeoisie à un certain stade du développement, d'un capitalisme d'une structure spécifique, à savoir le capitalisme monopoléur. Cette définition est suffisamment concrète pour nos conclusions politiques fondamentales. Mais quand, par extension, Shachtman utilise le terme de guerre *impérialiste* aussi pour la guerre menée par l'Etat soviétique, il se retire le sol sous ses propres pieds. Afin de justifier même superficiellement son application d'une seule et même désignation à l'expansion du capital financier et à l'expansion de l'Etat ouvrier, Shachtman est amené à se détacher de la structure sociale des deux Etats en proclamant qu'elle est une abstraction. Grâce à ce jeu de cache-cache avec le marxisme, Shachtman fixe l'étiquette « abstrait » sur le concret et escamote complètement l'abstrait comme étant du concret.

Ce jeu outrageant avec la théorie n'est pas accidentel. N'importe quel petit-bourgeois aux Etats-Unis est prêt à appeler « impérialiste » toute conquête de territoire, spécialement aujourd'hui où les Etats-Unis ne s'occupent pas d'acquérir des territoires. Mais si l'on dit à ce même petit-bourgeois que toute politique étrangère du capital financier est impérialiste, indépendamment du fait qu'au moment même elle soit occupée à réaliser une annexion ou à « défendre » la Finlande contre une annexion, notre petit bourgeois sursautera en une pieuse indignation. Naturellement les leaders de l'opposition diffèrent considérablement d'un petit bourgeois moyen par leur but et leur niveau politique. Mais, hélas, ils ont les mêmes communes sources de pensée. Un petit bourgeois tend invariablement à détacher les événements politiques de leurs fondations sociales, parce qu'il y a un conflit organique entre la façon d'aborder les faits du point de vue de classe et la position sociale et l'éducation de la petite bourgeoisie.

(D'une égratignure au danger de gangrène, 24 janvier 1940.)

un doigt vers lui. Le concret est un concept relatif et non un concept absolu : ce qui est le concret dans un cas se révèle être l'abstrait dans un autre, c'est-à-dire qu'il est insuffisamment défini pour un objet donné. Afin d'obtenir un concept « concret » suffisant *pour un besoin donné*, il est nécessaire de mettre en corrélation plusieurs abstractions en une seule, de même que pour reproduire sur l'écran un segment de vie, qui est une image en mouvement, il est nécessaire de combiner un certain nombre de photographies inanimées.

Le concret est une combinaison d'abstractions

Non pas une combinaison arbitraire ou subjective, mais une combinaison qui correspond aux lois du mouvement d'un phénomène donné.

« Les intérêts de la révolution socialiste internationale » auxquels Shachtman fait appel contre la nature de classe de l'Etat représentent dans cette instance donnée la plus vague de toutes les abstractions. Après tout, la question qui nous occupe est très exactement celle-ci : par quelle voie concrète pouvons-nous faire avancer les intérêts de la révolution ? Il n'est pas mauvais de rappeler aussi que la tâche de la révolution socialiste est de créer un Etat ouvrier. Avant de parler de révolution socialiste, il est par conséquent nécessaire d'apprendre à faire une distinction entre des « abstractions » telles que la bourgeoisie et le prolétariat, l'Etat capitaliste et l'Etat ouvrier.

Shachtman perd vraiment son temps et celui des autres à prouver que la propriété nationalisée ne détermine pas « en elle-même et par elle-même », « automatiquement », « directement », « immédiatement » la politique du Kremlin. Sur la façon dont la « base » économique détermine la « superstructure » politique, juridique, philosophique, artistique, etc., il existe une littérature marxiste très riche. L'opinion suivant laquelle vraisemblablement l'économie détermine « directement » et « immédiatement » la création d'un compositeur ou même le verdict d'un juge représente une vieille caricature du marxisme, que les professeurs bourgeois de tous les pays n'ont jamais cessé de faire circuler afin de masquer leur impuissance intellectuelle (1).

Quant à la question qui nous concerne immédiatement, les rapports internes entre les fondations sociales de l'Etat soviétique et la politique du Kremlin, rappelons à l'oublieux Shachtman que, depuis dix-sept ans, nous avons constamment établi publiquement la *contradiction* croissante entre les bases posées par la Révolution d'Octobre et les tendances de la « superstructure » de l'Etat. Nous avons suivi pas à pas les énormes proportions que prenaient l'indépendance de la bureaucratie par rapport au prolétariat soviétique et l'accroissement de sa dépendance à l'égard d'autres classes et groupes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Que désire ajouter Shachtman dans ce domaine à l'analyse déjà faite ?

Toutefois, quoique l'économie ne détermine ni directement ni immédiatement mais uniquement en dernière analyse la politique, *l'économie détermine néanmoins la politique*. C'est justement ce que soutiennent les marxistes contre les professeurs bourgeois et leurs disciples. Tout en analysant et en dénonçant l'indépendance politique croissante de la bureaucratie par rapport au prolétariat, nous n'avons jamais perdu de vue les limites sociales objectives de cette « indépendance », à savoir la propriété nationalisée à laquelle s'ajoute le monopole du commerce extérieur.

Il est étonnant que Shachtman continue à défendre le mot d'ordre d'une révolution politique contre la bureaucratie soviétique. A-t-il jamais sérieusement réfléchi à la signification de ce mot d'ordre ? Si nous affirmions que les fondations sociales posées par la Révolution d'Octobre sont « automatiquement » reflétées dans la politique de l'Etat, pourquoi une *révolution* contre la bureaucratie serait-elle nécessaire ? D'autre part, si l'U.R.S.S. avait complètement cessé d'être un Etat ouvrier, ce n'est pas une révolution *politique* mais une révolution *sociale* qu'il faudrait. Par conséquent, Shachtman continue de défendre le mot d'ordre qui découle :

1° du caractère ouvrier de l'Etat soviétique ;

2° de l'antagonisme irréductible qui existe entre les fondations sociales de l'Etat et la bureaucratie. Mais tout en répétant ce mot d'ordre, il essaie d'en saper le fondement théorique. C'est peut-être dans l'intention de démontrer une fois de plus l'indépendance de sa politique par rapport aux « abstractions » scientifiques.

Sous couvert de poursuivre une lutte contre la caricature bourgeoise du matérialisme dialectique, Shachtman ouvre la porte grande ouverte à l'idéalisme historique. Les formes de propriété et le caractère de classe de l'Etat lui sont des sujets *indifférents* lorsqu'il analyse la politique d'un gouvernement. L'Etat lui-même lui apparaît comme un animal d'un sexe indéterminé. Les deux pieds plantés fermement sur ce lit de plumes, Shachtman nous explique pompeusement (aujourd'hui en l'année 1940 !) qu'en plus de la propriété nationalisée existent aussi l'ordure bonapartiste et sa politique réactionnaire. Quelle nouveauté ! Shachtman croit-il par hasard parler dans une pouponnière ?

(1) Aux jeunes camarades je recommande sur cette question l'étude des œuvres d'Engels (Anti-Dühring), de Plekhanov et d'Antonio Labriola.

La question nègre

par Charles HENLEY

Récemment, « Fourth International », la revue de nos camarades américains, consacrait un numéro entier à l'importante question nègre. Le moment était bien choisi, car le Congrès (Parlement) venait de saboter la loi sur l'égalité en matière d'emploi que Truman avait promise aux nègres, une partie des amis politiques du président y ayant fait obstruction et le Parti Démocrate pratiquant son double jeu habituel : démagogie sociale et libérale pour la galerie, politique capitaliste en réalité. De son côté, la Cour Suprême des Etats-Unis a eu à s'occuper, durant ces derniers temps, de quelques affaires de discrimination raciale ; elle a condamné celle-ci dans trois cas déterminés — mais légalisé, par contre, en même temps, un autre cas de « segregation » (stricte séparation entre blancs et noirs) en matière de logements. Il y a quelques mois, la même Cour Suprême, docile instrument du gouvernement Truman, avait refusé d'invalider d'autres mesures anti-nègres (loi électorale dans l'Etat de Georgie ; condamnation d'organiseurs blancs d'un match de tennis interracial dans un parc public à Baltimore par un tribunal local). Et malgré les concessions faites dans trois cas (études universitaires dans les Etats d'Oklahoma et du Texas et utilisation des wagons-restaurants dans le Sud sans segregation), concessions que les dirigeants nègres ont saluées à tort comme constituant une grande victoire, le principe humiliant de la segregation — facilités (prétendument) égales pour blancs et noirs, mais séparation totale — n'a nullement été aboli ; la segregation reste debout, dans le Sud notamment, dans presque tous les domaines. Cela aussi est typique du régime Truman : quelques gestes plus ou moins spectaculaires pour impressionner les foules ; aucun changement profond, sauf l'évolution menaçante vers l'Etat policier. C'est cela le fameux « Welfare State »...

Le moment était bien choisi pour analyser la situation des nègres américains, parce que l'on se trouvait aussi à la veille du congrès annuel de l'Association Nationale pour l'Avancement des êtres de couleurs (N.A.A.C.P.), la plus grande des organisations nègres.

La N.A.A.C.P. a été fondée en 1909 : depuis lors, elle n'a cessé de défendre les droits des nègres et mené de nombreuses campagnes. Dès le début, elle

comptait également un certain nombre de membres blancs. Pendant la deuxième guerre mondiale, la N.A.A.C.P. lutta pour l'égalité des droits quant aux emplois dans l'industrie et contre la segregation dans l'armée (censée sauver la « Démocratie ») ; le nombre de ses membres atteignit 500.000. Après la guerre cependant, il commença à diminuer. Actuellement, il ne dépasse guère les 250.000. La principale raison de ce recul, c'est la déception des nègres face aux maigres résultats de l'activité de l'organisation depuis 1946. Les causes en sont avant tout la politique de collaboration de classe (surtout avec des politiciens partisans de Truman) des dirigeants petits bourgeois et conservateurs de la N.A.A.C.P., leur crainte de toute action de masse, la structure non démocratique de leur organisation. Afin de pouvoir résoudre ses tâches, la N.A.A.C.P. a besoin d'une direction combative, démocratiquement élue.

En dépit de ses défauts, la N.A.A.C.P. peut toutefois être considéré comme une force progressiste : de fortes tendances anti-impérialistes s'y manifestent, s'orientant vers une ligne indépendante et pouvant éventuellement amener un renouvellement, un véritable renforcement de l'organisation.

Le congrès de 1949 de la N.A.A.C.P. (à Los Angeles), se prononça contre la politique d'épuration anti-communiste du gouvernement, contre la « chasse aux sorcières », et se solidarisa avec notre camarade Kutcher, victime de celle-ci. D'excellentes résolutions y furent votées. En tout cas, ce n'est pas le programme de la N.A.A.C.P. qui est mauvais.

Mais désireux de détourner l'attention de leurs membres des revers subis durant l'année 1949-50 au lieu d'en rechercher les causes, les dirigeants ont décidé de déclencher une petite épuration à eux. Ils sont parvenus à faire voter au congrès de 1950, à Boston, une résolution autorisant une commission spéciale nommée par les directeurs à exclure ou à « réorganiser » toute section locale « se trouvant sous le contrôle des communistes ou de toute autre organisation politique ». C'est là un pas en arrière par rapport à la résolution de l'année dernière.

Certes, les staliniens ont trahi la lutte pour l'égalité des nègres pendant la

guerre, sous le prétexte de la « défense nationale », et la N.A.A.C.P. a de bonnes raisons de s'en souvenir. Mais on ne peut lutter pour l'égalité des droits, les libertés civiques, contre la « chasse aux sorcières », contre l'épuration générale — et imiter en même temps le gouvernement capitaliste et certains bureaucrates syndicaux. Les libertés démocratiques sont indivisibles. D'ailleurs ce n'est pas une « épuration » bureaucratique ni l'appui donné à des politiciens bourgeois dits « libéraux » qui renforceront la N.A.A.C.P.

Les résolutions se rapportant à la solidarité avec les syndicats et leurs revendications et à la lutte dans les syndicats contre toute discrimination raciale (existait encore dans certains d'entre eux) sont par contre satisfaisantes.

La résolution sur la politique étrangère marque un progrès indéniable en direction d'une attitude anti-impérialiste, indépendante de Washington et de Moscou, malgré la pression que l'Ambassadeur (nègre) des Etats-Unis à Monrovia (Libéria), représentant du State Department, exerça sur le congrès. La résolution du congrès déclare que l'application du « Point IV » de Truman (développement des territoires arriérés) doit servir avant tout les peuples indigènes, que les organismes culturels et scienti-

ifiques des Nations Unies ne doivent pas être un instrument de la politique des Etats-Unis, mais plutôt des Nations Unies et appuyés comme tel. Et elle continue : « En Indochine et partout dans le Sud et le Sud-Est de l'Asie, il ne faut appuyer que des mouvements de libération authentiques qui aspirent à libérer les peuples de la domination par l'Amérique, les pays d'Europe occidentale, ou la Russie. »

Le *Militant*, organe du S.W.P. (Trotskystes américains), souligne le fait que cette résolution reflète une saine méfiance des masses à l'égard de la propagande gouvernementale, genre « croisades pour la Démocratie », et que la N.A.A.C.P. saura arracher d'importantes revendications et appuyer efficacement la lutte de tous les peuples coloniaux pour leur liberté, si elle continue à évoluer dans cette voie et si elle comprend toujours mieux le rapport entre la politique intérieure réactionnaire de Washington et sa politique réactionnaire à l'étranger.

En luttant aux côtés de leurs camarades blancs contre la bourgeoisie impérialiste, les 15 millions de travailleurs noirs des U.S.A. lutteront aussi pour leur propre émancipation, contre le racisme et la misère.

New-York, juillet 1950.

Chronique

YOUGOSLAVE

30 Juin : Départ de la première brigade de jeunes françaises, qui participera à la construction de la cité universitaire de Zagreb. La brigade a pris comme nom celui de « Jean Jaurès » et comme devise la célèbre phrase du leader socialiste français : « *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire.* » Arrivés sur les chantiers, les jeunes de la brigade « Jean Jaurès » ont communiqué aussitôt leurs premières impressions au public français grâce aux émissions de Radio-Zagreb, mises à leur disposition par les autorités yougoslaves.

18 Juillet : Dans une déclaration faite à l'occasion des rapports de la Commission fédérale du Plan sur la réalisation du plan pour le premier semestre de 1950, Boris Kidritsch, membre du Bureau politique du P.C.Y. et président du Conseil économique, a indiqué les difficultés économiques résultant du blocus kominformiste contre la Yougoslavie. La réalisation des objectifs du plan dans les branches essentielles de l'industrie s'est faite aux dépens de l'industrie de transformation. Le plan de l'industrie textile n'a pu être atteint à 90 %. Par contre, l'industrie des chaussures a augmenté sa production par rapport au premier semestre de 1949 de 7,3 %, et toute l'industrie des moyens de large consommation a augmenté sa production de 6 % par rapport au premier semestre de 1949.

26 Juillet : Le gouvernement yougoslave publie les directives sur les élections des conseils d'entreprise et des comités de gestion qui devront avoir lieu dans toutes les entreprises yougoslaves jusqu'au 15 septembre. Ces instructions insistent sur la possibilité offerte aux ouvriers de présenter *plusieurs listes* de candidats au cours de ces élections. Des rapports de jeunes brigadistes et de journalistes étrangers assistant à ces élections confirment que les ouvriers ont amplement utilisé ces droits. Dans certaines entreprises, 3 et 4 listes de candidats ont été présentées aux élections pour les comités de gestion.

13 Août : Le départ des jeunes ouvriers et étudiants, participant aux brigades de travail qui construisent la cité universitaire de Zagreb, a continué au cours de tout le mois de juillet et d'août. A la mi-août, 1.200 jeunes Français étaient déjà partis pour la Yougoslavie, où ils ont rencontré une brigade suédo-danoise, une brigade norvégienne, deux brigades

anglaises, deux brigades belges, une brigade hollandaise, deux brigades d'émigrés républicains espagnols, une brigade vietnamienne, une brigade américaine, une brigade d'anciens partisans grecs, une brigade autrichienne, une brigade allemande, une brigade italienne, ainsi que différentes brigades de membres de la Jeunesse Populaire Yougoslave. Le 13 août eut lieu, au camp de Dubrova, près de Zagreb, un meeting international au cours duquel les représentants des différentes brigades yougoslaves et étrangères marquèrent la contribution à la cause de la paix que pouvaient apporter les brigadistes, en divulguant la vérité sur la situation en Yougoslavie.

16 Août : Le numéro du 16 août de *Politique Mondiale*, revue paraissant à Belgrade en plusieurs langues étrangères, publie pour la première fois la nouvelle selon laquelle le gouvernement stalinien de Bulgarie aurait décidé de brûler une série de livres contraires à la ligne actuelle du parti au pouvoir.

Fin août : Dans de nombreuses entreprises yougoslaves a lieu, après l'élection des comités d'entreprise et de gestion, la remise solennelle de l'entreprise aux collectifs ouvriers. A Belgrade, au cours de cette manifestation à l'usine de machines-outils Ivo Lola-Ribar, le commandant de la brigade de jeunes vietnamiens qui avait participé à la construction de la cité universitaire de Zagreb, s'adresse aux ouvriers yougoslaves et leur exprime l'admiration des jeunes militants anticolonialistes pour leurs succès obtenus dans la lutte pour la démocratie socialiste.

31 Août : Le numéro du 31 août de la revue *Politique Mondiale* publie un article traitant du Testament de Lénine et rapportant pour la première fois de larges extraits de ce document au public yougoslave. Cet article est également la première prise de position officielle de la part du P.C.Y., indiquant qu'à son avis la « déviation de la ligne marxiste-léniniste » avait commencé en U.R.S.S. depuis la mort de Lénine.

Début de septembre : D'importantes mesures de démocratisation sont prises concernant les coopératives paysannes. L'organisation et la direction des coopératives passe ainsi des mains des organes du pouvoir populaire (organes étatiques)

entre ceux de Fonds d'arrondissements, composés par les délégués élus par les coopérateurs eux-mêmes.

18 Septembre : De nouvelles mesures de décentralisation de la direction économique sont appliquées en Yougoslavie. Les comités populaires locaux sont investis de larges pouvoirs économiques, notamment en ce qui concerne la direction de l'industrie des pâtes alimentaires, des spiritueux, de la bière, de l'industrie graphique, des minoteries, etc., dans la République Populaire de Serbie.

23 Septembre : La décentralisation et la démocratisation de l'enseignement se poursuivent activement en Yougoslavie. Le pouvoir exécutif, en matière d'enseignement, n'appartient plus aux ministères, mais aux comités d'enseignement des arrondissements et des villes. Les conseils de citoyens (de parents) auprès de ces comités, qui avaient jusqu'à maintenant une fonction consultative, acquièrent maintenant un droit de contrôle et de veto.

23 Septembre : A la conférence nationale du P.C. de Slovénie, qui a eu lieu à Liubliana, le secrétaire du B.P. de ce P.C., Miha Marinko, a présenté un rapport sur les problèmes de la démocratisation de la direction du parti et sur les méthodes utilisées pour diriger les organisations du parti. Il a insisté sur la nécessité d'un « large développement des forces créatrices et de l'initiative des masses ».

SEPTEMBRE. — Les citoyens yougoslaves ne seront plus astreints au « travail volontaire » ni à l'obligation d'assister aux réunions et aux conférences politiques organisées par les organismes locaux du front populaire.

Dans une brochure éditée par le front populaire, destinée exclusivement à ses membres, il est notamment indiqué que c'est le « dogmatisme soviétique » qui obligea en son temps les organismes du front populaire à adopter des mesures policières pour obliger les citoyens yougoslaves à exécuter le « travail volontaire ».

Après une longue expérience les dirigeants du front populaire se sont rendu compte finalement qu'on ne transforme pas l'homme brutalement et qu'il est préférable « d'avancer millimètre par

millimètre, en agissant par conviction et non par la force. » « Il faudra donc donner plus d'importance aux travaux politiques et d'éducation qu'aux travaux physiques », ajoute la brochure.

17 OCTOBRE. — *Lettre du C.C. du P.C.Y. sur les mesures d'économie dans le ravitaillement. On peut y relever les importantes déclarations suivantes :*

De nombreux vestiges du passé existent encore, que l'on doit extirper radicalement pour établir plus d'égalité dans la consommation des biens du peuple, fruits du travail des masses laborieuses.

Un certain bureaucratisme se manifeste, qui s'exprime dans l'attribution de privilèges matériels non contrôlés à certaines catégories de personnes. Sur la base d'une imitation non critique et stéréotypée de différents rapports sociaux qui existent en Union Soviétique, où une bureaucratie matériellement privilégiée est devenue la caste dirigeante, des tendances à attribuer des privilèges matériels injustifiés se sont manifestées en Yougoslavie, tendances contraires au développement ultérieur de la démocratie socialiste dans le pays.

Du point de vue social, l'attribution de tels privilèges équivaut à établir une sorte de rente en nature aux dépens de la communauté. Dans la mesure où les différentes rentes en nature augmenteraient et se développeraient systématiquement, cela, conjointement avec une gestion purement administrative de l'économie, ferait naître une base matérielle pour la bureaucratisation, c'est-à-dire pour le développement d'une caste bureaucratique privilégiée.

Le passage aux conseils ouvriers et aux comités d'administration ouvriers, le début du processus de transformation des biens de l'Etat en tant que forme la plus importante de la propriété socialiste, en biens de la société socialiste tout entière, directement administrés par les producteurs eux-mêmes, — le développement et le renforcement ultérieur de la démocratie socialiste, tout cela empêche, du point de vue matériel et politico-social, la bureaucratisation et assure un véritable développement socialiste à la Yougoslavie. La suppression des privilèges matériels injustifiés, c'est-à-dire la lutte contre les privilèges illégaux, contribue d'une façon décisive à un tel développement, précisément dans un domaine aussi sensible que celui de la répartition des biens matériels destinés à la large consommation.

Où va le peuple américain ?

par Daniel GUERIN (1)

On lit le premier volume de l'ouvrage que Daniel Guérin a consacré à l'analyse des forces sociales caractérisant la société américaine et à la dynamique de leur lutte, avec le sentiment de rencontrer un auteur studieux qui possède une sûre méthode d'étude et une compréhension profonde de son sujet.

On avait déjà ce sentiment à la lecture de « Fascisme et grand capital » et de « La lutte de classe sous la I^{re} République » du même auteur. Ces livres sont parmi les meilleurs écrits marxistes en français, éduquant sans prétentions professorales, et pouvant bien figurer parmi les plus remarquables essais d'application de la méthode marxiste à des sujets d'actualité et d'histoire.

Daniel Guérin est d'autant plus capable d'arriver à un tel résultat qu'il est un auteur marxiste lucide qui a dominé, dans sa compréhension de la réalité, tant la déformation réformiste du marxisme que celle du bureaucratisme stalinien. Les livres de Guérin sont clairs et vrais, comme seul le marxisme est capable d'interpréter la vie, la réalité, sans amenuiser son riche contenu et sans la défigurer dans l'essentiel.

Nous aimons particulièrement le dernier ouvrage de Guérin sur le grand peuple américain, écrit avec un enthousiasme qui vibre à chaque page, exaltant l'épopée du « Labor » et préfigurant l'avenir grandiose que l'histoire a confié aux légions impressionnantes du prolétariat américain : l'instauration du socialisme aux Etats-Unis. Cet enthousiasme a des racines profondes et réelles qui plongent dans la puissance objective de la classe ouvrière américaine, en conséquence même de la très haute concentration du capital aux Etats-Unis, métropole du monde actuel.

Guérin s'efforce de saisir, sous les apparences d'un amorphisme politique, la dynamique du mouvement ouvrier américain, de la révolte ouvrière inévitable contre le régime des monopoles mammoth qui entravent la libération des forces socialistes aux Etats-Unis et dans le monde. Après une première partie décrivant le développement et les consé-

quences des monopoles aux Etats-Unis (dont on appréciera la très riche et très précise documentation qui manque encore au public européen, et français en particulier), le présent volume se termine par un essai d'interprétation de la dynamique du mouvement ouvrier américain depuis sa formation.

Guérin ne se borne pas à décrire l'épopée du « Labor » et il n'est jamais complètement prisonnier enthousiaste des figures héroïques et des luttes d'un intérêt passionnant qui ont marqué cette épopée jusqu'à ce jour. Il s'efforce de découvrir en même temps la logique interne du développement du mouvement ouvrier américain et l'articulation organique des différentes étapes, de tirer les enseignements critiques des événements et des doctrines de ceux qui ont participé au mouvement et l'ont dirigé.

Il se peut que les explications données par Guérin (du moins dans ce premier volume) sur le lent développement politique du mouvement ouvrier américain ne soient pas encore suffisantes et qu'il eût fallu creuser davantage, par exemple en ce qui concerne le rôle joué dans cette affaire par le rythme du développement du capitalisme américain aux possibilités longtemps immenses et par les successives vagues d'émigration. Attendons de toute façon la fin de l'ouvrage avant de nous prononcer définitivement sur ce point.

Le grand mérite qui apparaît clairement dès ce premier livre, indépendamment de telle ou telle lacune (inévitables dans un ouvrage embrassant un sujet aussi vaste et complexe), est que l'auteur a pu fonder dans une synthèse unique un nombre considérable de données documentaires, historiques et sociales concernant la société américaine et dégager les grandes lignes de la dynamique de son évolution.

Pour le public européen, le livre arrive à son heure et sera — nous l'espérons sincèrement — salué par tous les amis de la pensée marxiste libre, sensibles plus que jamais aux problèmes relatifs à l'évolution des Etats-Unis et en particulier de ses immenses masses prolétaires qui détiennent en effet « la clef de notre avenir ».

M. P.

(1) Editions Juilliard.

L'Histoire de la Révolution russe

par Léon TROTSKY

L'Histoire de la Révolution russe que les Editions du Seuil viennent de rééditer en France en deux volumes, ne représente pas seulement l'œuvre principale de Léon Trotsky : elle est en même temps le sommet de l'historiographie marxiste jusqu'à nos jours. Il n'existe aucune autre œuvre qui réussit au même degré à la fois à représenter et à analyser le processus historique dans son ensemble. Les phénomènes psychologiques moléculaires, les déplacements d'aspirations et d'intérêts chez des milliers d'individus, les mouvements d'humeur des masses et des leaders, l'influence des idées sur les événements, et la correction sévère à laquelle ces mêmes événements soumettent des idées inadéquates, toutes ces phases intermédiaires par lesquelles la société détermine l'action des hommes sont suivies de semaine en semaine, de la chute de l'Empire des Tsars jusqu'à la grandiose apogée du deuxième Congrès panrusse des Soviets à Pétrograd, devant lequel le comité militaire révolutionnaire du soviet de cette ville, dirigé par Trotsky lui-même, annoncera le renversement du gouvernement provisoire, l'établissement du pouvoir des conseils de députés d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres, la constitution du premier gouvernement soviétique. Trotsky, principal protagoniste avec Lénine de ces événements décisifs de l'histoire du *xx*^e siècle, et, après la mort de Lénine et la dégénérescence bureaucratique de l'Union Soviétique, seul défenseur de l'héritage d'Octobre, est devenu en même temps le principal historien de cet immense bouleversement révolutionnaire de la Russie. Ainsi se réalise en sa personne cette parfaite unité d'idées et d'action qui est propre au communisme.

L'Histoire de la Révolution russe représente aujourd'hui une source d'information, une source historique de premier

choix pour la jeune génération qui ne peut plus étudier les faits dans les textes originaux, disparus ou détruits au cours des décades et sous les coups de la réaction. C'est le principal document qui permet aux jeunes étudiants de la Révolution russe de rétablir, à son sujet, la vérité historique que de monstrueuses falsifications stalinienne se sont en vain efforcées de cacher sous des monceaux de mensonges. C'est là sa grande valeur en tant que document objectif, qui résiste et résistera de mieux en mieux à l'épreuve la plus implacable pour toute œuvre littéraire, l'épreuve du temps. Mais en même temps, l'Histoire de la Révolution russe a une valeur tout aussi considérable pour l'avant-garde ouvrière internationale en tant qu'arsenal d'enseignement sur la dynamique d'une révolution, sur le comportement des différentes classes et couches sociales et de leurs partis, sur les principes fondamentaux de la stratégie et de la tactique révolutionnaire. Une grande partie des enseignements généralisés que contiennent ces deux volumes est déjà passée dans le programme des organisations révolutionnaires, c'est-à-dire qu'ils serviront de tremplin aux révolutions futures. Et ce que ces enseignements contiennent de spécifiquement « russe » reste d'une importance décisive pour apprécier à sa juste valeur tout le cours postérieur de la révolution, l'établissement dramatique de la dictature bureaucratique en U.R.S.S., l'étranglement du parti bolchevik et le triomphe inévitable de la démocratie socialiste dans ce pays que l'avenir apportera. Lire et étudier l'Histoire de la Révolution russe, ce n'est pas se familiariser avec un manuel ennuyeux de dogmes abstraits, c'est saisir sur le vif la réalité de la plus grande révolution du passé, c'est mieux s'armer pour les révolutions de demain.

H. V.

Quelques aspects de la critique et de l'autocritique en U.R.S.S.

par M. BACE

Dans le n° 6 de l'année 1949 de la revue théorique du P.C.Y., « Communiste », a été publié un long article d'un jeune théoricien dalmate, Makso Bace, membre du C.C. du P.C. croate et ancien chef des partisans slovénes, où sont analysées minutieusement les manifestations de l'emprise bureaucratique sur le Parti bolchevik russe dans l'ère stalinienne. Cet article est presque inconnu hors de Yougoslavie, puisque la seule langue étrangère dans laquelle il a été traduit est l'italien. (Makso Bace: Alcuni Aspetti

della Critica e Autocritica nell'U.R.S.S., Editoriale Periodici italiani, Milan, 1950.) Constituant une des contributions les plus importantes du P.C.Y. à la critique marxiste sur le phénomène de la bureaucratie soviétique, il mériterait d'être largement connu de l'avant-garde révolutionnaire internationale.

« La politique extérieure d'un pays n'est, et ne peut être, que l'expression de sa politique intérieure », tel est le postulat d'où part Bace pour s'attaquer au phénomène de la bureaucratie sovié-

tique; c'est là, à notre avis, le point d'où sont partis la plupart des dirigeants yougoslaves pour devenir conscients de l'existence de la bureaucratie soviétique. Utilisant la célèbre déclaration de A. A. Jdanov du 24 juin 1947 sur « la critique et l'auto-critique, loi de développement de la société socialiste » comme fil conducteur, Bace démontre combien profondément l'idéalisme a pénétré dans l'idéologie des dirigeants de l'U.R.S.S. Mais cet idéalisme, comme tout idéalisme dans l'histoire sociale de la philosophie, ne sert qu'à masquer des contradictions réelles de la société. Pour masquer ces contradictions, les dirigeants de l'U.R.S.S. sont également obligés d'« anéantir et d'étouffer toute critique » (p. 29). Le sujet de son livre, c'est de démontrer par quel mécanisme opère cet étranglement.

Traitant successivement de la philosophie, de l'économie politique, de l'histoire, des sciences naturelles, de la musique et des organisations du parti en U.R.S.S., exclusivement à l'aide de sources soviétiques pour la plupart complètement ignorées en Occident, Bace démontre :

a) Dans chaque sphère d'activité idéologique en U.R.S.S., règne un monopole de création : un homme ou un petit noyau d'hommes, occupant un poste dirigeant qui lui a été confié par le parti, détermine à lui seul la ligne des recherches et des solutions. Il ne fait imprimer que ce qui contribue à « démontrer » la justesse de cette ligne et supprime tout ce qui va à son encontre. Les autres travailleurs intellectuels, chacun dans son domaine d'activité, se transforment en commentateurs et adulateurs serviles des paroles du petit « chef génial » :

b) Il en résulte tout d'abord une extraordinaire stérilité créatrice : « N'aurait-on pas honte de penser que même un pays aussi petit que la Bulgarie possède son propre organe philosophique imprimé, publié régulièrement, et qu'un pays aussi grand et progressif que l'Union Soviétique ne possède point sa propre revue philosophique ? », s'écrie le philosophe V.I. Svetlov au cours de la discussion entre les philosophes russes en 1947 (n° 1, *Questions philosophiques*, 1948, p. 64). Trente ans après la Révolution d'octobre, il n'existe aucun traité critique de logique formelle en U.R.S.S. (*id.*, p. 55). Il n'y a pas de traités sur le matérialisme dialectique (*id.*, p. 404-5). Il n'y a pas un seul ouvrage nouveau sur des questions fondamentales de la théorie de l'impérialisme (n° 9, *Questions économiques*, 1948, p. 67), etc., etc. :

c) La cause immédiate de cette stérilité, qui permet l'établissement de ces monopoles de création idéologique, consiste dans « la peur mystique des erreurs » : « Cette peur augmente proportionnellement à l'originalité et à la nouveauté du travail... » (Z.A. Kamenski, *Questions philosophiques*, n° 1, 1948, p. 375) ;

d) Cette peur « mystique » de commettre des erreurs se base cependant sur une peur bien matérielle : celle de perdre sa place ou, pire, sa liberté. Et Bace cite, toujours dans la discussion parmi

les philosophes soviétiques, le cas du philosophe Rubinstein qui a perdu tous ses postes parce qu'il avait osé critiquer un ouvrage du « philosophe monopoliste » Alexandrov... avant que le C.C. ne se charge de cette critique ;

e) Il en résulte une sélection à rebours. Les bureaucraties de l'idéologie ont tendance « à concentrer le plus grand nombre de tâches directrices entre leurs propres mains » (*Musique soviétique*, n° 1, 1948, p. 81), à nommer aux postes subalternes seulement leurs propres admirateurs ou mêmes les membres de leur propre famille ! Les travailleurs idéologiques sont seulement poussés par le désir d'arracher un poste bien rémunéré, en louant hypocritement le « chef monopoliste » du moment, et montrent « une complète indifférence envers les objectifs proprement dits de la science » (*Questions philosophiques*, p. 404-5) ;

f) Toutes ces tares, au lieu d'être combattues par les organismes du parti, sont développées et poussées à l'extrême par lui. « Personne n'ose attaquer... les secrétaires (des organismes du parti) » (*La Vie du Parti*, n° 23, 1947, p. 50). La tendance à « cacher les erreurs » (*loc. cit.*) domine partout. Parmi les fonctionnaires omnipotents et détachés de tout contrôle règne la corruption (*Vie du Parti*, n° 2, 1948, p. 38-9). Des voleurs et des ivrognes sont investis des plus hauts pouvoirs du parti (*La Vie du Parti*, n° 1, 1948, p. 25). Le parti en tant qu'organisme vivant est étouffé, a cessé d'exister... Nous le savions déjà depuis longtemps, depuis ce jour mémorable où Léon Trotsky, paraissant devant le C.C. qui allait l'exclure, en 1927, lui a jeté à la face cette accusation terrible : « Le parti, vous l'avez étranglé ! » Mais il est tout de même satisfaisant que les dirigeants yougoslaves parviennent à reconstruire eux-mêmes, en se basant sur leur propre expérience, tout cet effroyable processus de dégénérescence que nous avions analysé avant eux.

Les conclusions ? Bace les tire en quelques pages sévères et clairvoyantes. Là où la liberté de discussion, la « lutte des opinions », comme disent les camarades yougoslaves, est éliminée, « les secrétaires du parti étouffent toute vie normale comme des seigneurs féodaux » (Bace : Alcuni Aspetti..., p. 87). La calomnie remplace l'argument ; la terreur règne à la place de la vigilance idéologique et de la joie créatrice ; au lieu d'élire les meilleurs, on élit les plus serviles. Ce système ne peut créer « que ceux qui sont investis d'un monopole de pouvoir d'une part, et des flatteurs, des misérables et des esclaves d'autre part » (Bace, *op. cit.*, p. 89).

Les camarades yougoslaves ont à étudier à présent la base matérielle de la démocratie socialiste, ses liens non seulement avec le degré de développement des forces productives, mais encore avec la structure d'organisation du parti révolutionnaire et avec la dynamique internationale de la révolution. Mais ceci est une autre histoire, à laquelle nous aurons amplement l'occasion de revenir.

E. GERMAIN.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Etats-Unis

LA LOI ANTI-COMMUNISTE Mc CARRAN-KILGORE

La loi anti-communiste que le Congrès des Etats-Unis a voté à une très grande majorité viole les principes fondamentaux de la Constitution et introduit un système d'Etat policier. Elle prévoit notamment des camps de concentration en temps de guerre ou d'alerte nationale destinés à interner toutes les personnes « soupçonnées de commettre probablement, ou de projeter avec d'autres, des actes d'espionnage ou de sabotage. » Y sont inclus les membres du P.C. et les anciens membres qui en faisaient encore partie après le 1^{er} janvier 1949. La loi est formulée de telle façon que, sous prétexte de « sabotage », le Procureur général des Etats-Unis peut faire emprisonner des grévistes, des pacifistes et des révolutionnaires en temps de guerre ou en cas d'état de siège. C'est une loi dirigée contre la classe ouvrière toute entière (tout comme la fameuse loi Taft-Hartley).

Il est significatif que tous les parlementaires soi-disant « libéraux », sont eux aussi, d'accord avec l'internement des « personnes subversives » — internement sans procès préalable et avec des possibilités d'appel très limitées. Cela ressemble à la loi hitlérienne « pour la protection du peuple et de l'Etat » de 1933...

Les communistes ne peuvent plus travailler dans les administrations, ou dans les usines importantes pour la défense nationale. Ils ne peuvent pas immigrer ou se faire naturaliser, etc., etc.

Une autre partie de la loi Mc Carran-Kilgore concerne l'enregistrement de tous les membres du P.C. et des organisations pro-communistes et des dirigeants de celles-ci. Comment définir une organisation pro-communiste ? Une autorité spéciale s'en occupera : les Conseils pour le Contrôle des Activités Subversives. Ce sont ces conseils qui donneront aux organisations pro-communistes l'ordre de se faire enregistrer. Un individu légalement obligé de se faire enregistrer et qui s'y refuse est punissable d'une amende de 10.000 dollars ou de cinq ans de prison, ou des deux, pour chaque journée de non-enregistrement !

Même du point de vue bourgeois, les paragraphes relatifs à cet enregistrement sont absurdes, parce qu'ils sont inefficaces. C'est pourquoi Truman a apposé son veto à la loi ; mais ce veto a été annulé par le Congrès au moyen d'une majorité supérieure aux deux tiers de ses membres.

Les communistes connus publiquement

ou figurant sur les listes noires du F.B.I. (police secrète) sont de toute façon surveillés par les autorités. Ceux que le gouvernement ne connaît pas ne se feront certainement pas connaître volontairement ! Et puisqu'on ne les connaît pas, il n'y a pas moyen de les contraindre à se faire enregistrer. Quant aux organisations pro-communistes, les autorités admettent avoir besoin de deux à quatre années pour en déterminer le caractère avant de pouvoir appliquer la loi. Après cela, rien n'empêchera d'ailleurs ces organisations de se dissoudre elles-mêmes et de réapparaître ensuite sous un autre nom. Toute la procédure devrait alors recommencer...

Il ne faut pas croire que l'Amérique est devenue fasciste. Quoiqu'en disent les staliniens, il n'en est pas ainsi. Et ce parce qu'aucun mouvement de masse n'appuie ces mesures policières qui viennent d'en haut. Jusqu'à présent, il n'existe aucune organisation de combat se livrant à l'assaut des maisons syndicales. Les syndicats sont forts et non battus. Etat policier ? Oui. Etat fasciste ? Non.

La classe ouvrière américaine n'a pas capitulé et n'est pas prête à le faire ! Le C.I.O. a protesté contre la loi Mc Carran-Kilgore (tandis que les bonzes de l'A.F.L. se sont tus). « Une série de propositions vicieuses qui menacent tout autant nos libertés civiles américaines traditionnelles », a déclaré Philip Murray, président des syndicats C.I.O.

Même des journaux bourgeois sérieux tels que le *New York Times*, le *Washington Post*, le *St-Louis-Post-Dispatch*, le *St-Louis Globe-Democrat*, le *Baltimore Sun*, le *Chattanooga Times*, le *Dayton Daily News* et la très conservatrice *Chicago Tribune* ont condamné la loi d'une manière dépourvue d'équivoque et ce, malgré l'attitude des parlementaires, parce qu'elle fait fi des droits démocratiques du citoyen américain garantis par la Constitution.

Le *Socialist Workers Party* (Trotskyistes) mène contre la loi concentrationnaire une campagne vigoureuse, utilisant tous les moyens à sa disposition dans la période précédant les élections de novembre : émissions de radio et de télévision, etc. Les candidats trotskystes demandent aux masses de se souvenir des traditions révolutionnaires de Washington, Jefferson et Lincoln qui, eux aussi, s'opposèrent à la tyrannie ; de faire

échec à Wall Street et aux policiers capitalistes; d'organiser un mouvement basé sur un front unique des organisations ouvrières pour la défense et le rétablissement de leurs droits — tout en leur expliquant que seul un *gouvernement*

ouvrier et paysan saura définitivement et complètement éliminer toute menace anti-ouvrière.

New-York, le 18 octobre 1950.

C. H.

France

Les brigades françaises en Yougoslavie

Environ 1.500 ouvriers et étudiants organisés en brigades ont séjourné cet été en Yougoslavie. C'est le Comité national d'initiative créé à Paris en avril 1950 qui a préparé ce départ.

Les brigades françaises, ainsi qu'une brigade de Vietnamiens résidant en France, ont travaillé aux chantiers de construction de la Cité universitaire de Zagreb. Elles ont pu visiter une grande

partie de la République fédérale populaire de Yougoslavie et se rendre compte de leurs propres yeux de la vérité sur la Yougoslavie.

On annonce qu'une conférence de représentants des brigades a décidé la création d'une Association regroupant ceux qui ont participé aux brigades de Yougoslavie.

« L'Algérie libre »

La montée du mouvement d'indépendance en Afrique du Nord trouve son reflet parmi les centaines de milliers d'Algériens qui ont été amenés en France pour y subir une exploitation odieuse. Le 1^{er} mai et le 14 juillet, les travailleurs algériens ont participé en formations puissantes dans les démonstrations ouvrières.

Le gouvernement français, non content de faire sévir la répression en Algérie, s'attaque en France aux organisations nord-africaines. En particulier, chaque

numéro de « L'Algérie Libre », organe du *Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques* (créé à la suite de l'interdiction du P.P.A. dirigé par Messali Hadj). Depuis plusieurs semaines, les Algériens défendent dans les rues de Paris et les grandes villes de France le droit de vendre leur journal. Des bagarres se sont produites. Les juges ont condamné. Mais le mouvement va grandissant, appuyé de la sympathie des ouvriers français. Il est le prélude de grandes luttes antiimpérialistes en Afrique du Nord et dans la métropole même.

Grèce

Le II^e Congrès du P.I.C. Grec

Malgré le renforcement de la surveillance policière sous le nouveau ministère réactionnaire de Venizelos, les trotskystes grecs ont tenu à la fin de septembre leur deuxième Congrès national illégal depuis la fin de la guerre mondiale.

Le Congrès a porté à la présidence d'honneur les prisonniers et exilés trot-

skystes grecs, allemands et boliviens. Il a adressé son salut révolutionnaire au Comité Exécutif de l'Internationale et à tous ses militants. Le Congrès a constaté que, malgré la sauvage répression capitaliste et stalinienne qui s'est acharnée depuis plus de dix ans sur le mouvement trotskyste grec, celui-ci dispose d'une organisation solide qui a effectué récemment quelques progrès.

Italie

Le II^e Congrès des Groupes Communistes Révolutionnaires

Du 29 juillet au 2 août s'est tenu à Rome le II^e Congrès des G.C.R. d'Italie. Ce Congrès, auquel participaient les délégués des groupes de la plupart des grands centres prolétariens du pays, a constaté les progrès encourageants réalisés depuis un an dans la formation

d'un mouvement marxiste révolutionnaire en Italie.

Le Congrès a donné mandat au nouveau C.C. qu'il a élu de prendre les mesures susceptibles de transférer au plus tôt la direction dans le Nord, et a chargé tous les groupes d'orienter le travail avant tout pour prolétarianiser l'organisation.

Argentine

La II^e Conférence Nationale du Groupe Cuarta Internacional

Du 16 au 19 juin s'est tenue à Buenos-Aires la II^e Conférence nationale du G.C.I. Elle a adopté plusieurs résolutions importantes concernant, entre autres, l'évolution du mouvement trotskyste en Argentine, la situation nationale et les perspectives, la situation inter-

nationale, la crise du capitalisme et du stalinisme et la Révolution yougoslave.

La Conférence a envoyé son salut aux masses et au P.C.Y. yougoslaves, exprimant sa solidarité vis-à-vis de la révolution triomphante dans ce pays.

Ceylan

Unification du L.S.S.P. et du B.S.P.

La Conférence d'unification du 4 juin a adopté les deux résolutions suivantes:

1) La présente conférence des membres et stagiaires du Lanka Sama Samaja Party et du Bolshevik Sama Samaja Party décide d'unifier le L.S.S.P. et le B.S.P. en un seul parti qui s'appellera le Lanka Sama Samaja Party.

2) La présente conférence du L.S.S.P. exprime son regret de l'action des mem-

bres du mouvement trotskyste qui sont restés en dehors de la présente unification. Elle les appelle à rejoindre le Parti et mandate le C.C. de les admettre immédiatement comme membres et stagiaires respectivement s'ils le désirent.

Une partie de l'ancien L.S.S.P., sous la direction de Philippe Guwardena, et comprenant deux membres du Parlement, est restée jusqu'à présent en dehors de l'unification.

Manifestations des Jeunesses

Le 9 juillet s'est tenue à Colombo une Conférence nationale des jeunes du nouveau parti unifié, avec 1.500 délégués représentant 220 groupes locaux.

Dans l'après-midi du même jour, une manifestation et un meeting de 20.000 jeunes environ se sont tenus.

La conférence a adopté une résolution saluant l'unification, la victorieuse révolution prolétarienne en Yougoslavie, et condamnant l'intervention des impérialistes américains en Corée.

Indonésie

Tan Malakka vivant

Le Secrétariat international possède dès à présent des informations sûres selon lesquelles Tan Malakka, le grand révolutionnaire indonésien, est toujours en vie et se trouve à la tête d'un important mouvement de masses anti-capitaliste, antiimpérialiste et antistali-

nien, et disposant d'une influence supérieure à celle des staliniens en Indonésie.

Nous espérons pouvoir publier bientôt des informations nombreuses sur ce mouvement et sur la situation actuelle en Indonésie.

Japon

Publication des œuvres de L. Trotsky

On vient de publier « La Révolution trahie », le premier ouvrage de Trotsky paraissant en langue japonaise. On annonce également la préparation de l'édition de « L'Histoire de la Révolution russe ».

De Tokio nous apprenons également

que le P.C. japonais est divisé en deux fractions rivales, ce qui entraîne la paralysie de celui-ci et des syndicats sous leur influence. Avant et après le commencement de la guerre de Corée, le P.C. japonais n'a rien pu faire d'autre que recueillir des signatures pour l'appel de Stockholm !

A NOS LECTEURS ET AMIS

Depuis un an, notre revue a paru assez régulièrement, bien que nous n'ayons pas reçu toute l'aide que nous sommes en droit d'espérer. Pas assez d'abonnements nouveaux, trop peu de souscriptions. Les nouvelles hausses affectent déjà l'imprimerie et nous sommes contraints de porter le prix du numéro à 80 francs et d'augmenter également le prix des abonnements, tout en limitant strictement le nombre des pages.

Aidez QUATRIEME INTERNATIONALE ! Trouvez-lui de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés ! Souscrivez ! Envoyez-nous des adresses de lecteurs possibles.

Passez vos commandes de livres.

Abonnements :

Les six numéros : 450 francs français; 20 francs suisses; 100 francs belges.

Correspondance :

M^{lle} Weill, Boîte postale 124, Paris 15.

Notre Compte postal : M^{lle} Weill, Boîte postale 124, C.C.P. 5672-07, Paris.

Nous sommes obligés de remettre au prochain numéro la suite de l'article de E. Germain : « La 3^e Révolution chinoise ». Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Pour des raisons techniques, la parution de ce numéro s'est trouvée retardée aux premiers jours de novembre. Notre prochain numéro (novembre-décembre) paraîtra autour du 20 décembre.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Imprimerie spéciale de « IV^e Internationale »

Prix : 80 frs
Imprimé en France.